



**DIRECTION GÉNÉRALE RELATIONS
COLLECTIVES DU TRAVAIL**

**ALGEMENE DIRECTIE
COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN**

Direction du Greffe

Directie van de Griffie

ERRATUM

ERRATUM

Commission paritaire des constructions métallique,
mécanique et électrique
n° 111

Paritair Comité voor de metaal-, machine- en
elektrische bouw
nr. 111

**CCT n° 124612/CO/111
du 17/03/2014**

**CAO nr. 124612/CO/111
van 17/03/2014**

Correction du texte en français :

Verbetering van de Franstalige tekst :

- l'article 6 doit être lu comme suit : « A l'article 22 des
statuts les modifications suivantes sont apportées :

- artikel 6 moet als volgt gelezen worden : « A l'article 22
des statuts les modifications suivantes sont apportées :

*o 1er alinéa: "Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, §
1er et l'article 5bis, § 6, qui sont âgés d'au moins 50 ans,
travaillant tant à temps plein qu'à temps partiel, et qui
tombent malade entre le 1er avril 2001 et le 31 décembre
2014 ou qui se trouvent au 1er avril 2001 dans une
période d'indemnité prévue à l'article 21, § 3 ont droit,
après épuisement de leur droit prévu à l'article 21, à
l'indemnité prévue à l'article 20bis, § 1 ou 20bis, § 2 à
partir de l'âge de 57 ans jusqu'à l'âge de leur pension,
pour autant qu'ils restent malades de manière
ininterrompue jusqu'à l'âge de 57 ans et qu'ils
remplissent les conditions fixées à l'article 21, § 1", ».*

*o 1er alinéa: "Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, §
1er et l'article 5bis, § 6, qui sont âgés d'au moins 50 ans,
travaillant tant à temps plein qu'à temps partiel, et qui
tombent malade entre le 1er avril 2001 et le 31 décembre
2014 ou qui se trouvent au 1er avril 2001 dans une
période d'indemnité prévue à l'article 21, § 3 ont droit,
après épuisement de leur droit prévu à l'article 21, à
l'indemnité prévue à l'article 20bis, § 1 ou 20bis, § 2 à
partir de l'âge de 57 ans jusqu'à l'âge de leur pension,
pour autant qu'ils restent malades de manière
ininterrompue jusqu'à l'âge de 57 ans et qu'ils
remplissent les conditions fixées à l'article 21, § 1", ».*

- l'article 16 doit être lu comme suit : « Le modèle
sectoriel de temps annuel, tel qu'instauré par l'accord
national 1997-1998 du 15 mai 1997 (numéro
d'enregistrement 45988/CO/111.03) et modifié par
l'accord national 1999-2000 du 17 mai 1999 (numéro
d'enregistrement 51132/CO/11 1) et prorogé à nouveau
par l'accord national 2001- du 18 juin 2001 (numéro
d'enregistrement 57911/CO/111), par l'accord national
2003-2004 du 10 juin 2003 (numéro d'enregistrement
67452/CO/111) et par l'accord national 2005-2006 du 20
juin 2005 (numéro d'enregistrement 81279/CO/111), par
l'accord national 2007-2008 du 31 mai 2007 (numéro
d'enregistrement 83860/CO/111), par l'accord national
2009-2010 du 26 mai 2009 (numéro d'enregistrement
96949/CO/111) et par l'accord national 2011-2012 du 11
juillet 2011 (numéro d'enregistrement 108611 /CO/i11)
est prorogé jusqu'au 31 décembre 2014, en tenant
compte des modifications suivantes:.... ».

- artikel 16 moet als volgt gelezen worden : « Le modèle
sectoriel de temps annuel, tel qu'instauré par l'accord
national 1997-1998 du 15 mai 1997 (numéro
d'enregistrement 45988/CO/111.03) et modifié par
l'accord national 1999-2000 du 17 mai 1999 (numéro
d'enregistrement 51132/CO/11 1) et prorogé à nouveau
par l'accord national 2001- du 18 juin 2001 (numéro
d'enregistrement 57911/CO/111), par l'accord national
2003-2004 du 10 juin 2003 (numéro d'enregistrement
67452/CO/111) et par l'accord national 2005-2006 du 20
juin 2005 (numéro d'enregistrement 81279/CO/111), par
l'accord national 2007-2008 du 31 mai 2007 (numéro
d'enregistrement 83860/CO/111), par l'accord national
2009-2010 du 26 mai 2009 (numéro d'enregistrement
96949/CO/111) et par l'accord national 2011-2012 du 11
juillet 2011 (numéro d'enregistrement 108611 /CO/i11)
est prorogé jusqu'au 31 décembre 2014, en tenant
compte des modifications suivantes:.... ».

Correction du texte en français :

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- le chapitre noté VI 'planification de carrière', doit être

- de nummering van hoofdstuk VI 'loopbaanplanning'

renuméroté VII 'planification de carrière'.

Correction du texte en français :

- à l'article 17, le point 4 'Introduction de la possibilité de réduire la carrière de 1/5ème après 28 ans de carrière pour les travailleurs de 50 ans et plus', doit être renuméroté **point 3**.

- l'article 17, punt 4, doit être lu comme suit : « *En exécution de l'article 8 §3 de la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 relative à l'introduction d'un système de crédit-temps, diminution de carrière et **emplois de fin de carrière**, les travailleurs du secteur âgés de 50 ans au moins et ayant une carrière professionnelle de 28 ans, ont droit à une diminution de 1/5 des prestations* ».

- l'article 18, § 3, doit être lu comme suit : « ***Le RCC pour ouvriers prévu** à l'article 23 de l'accord national 2001-2002 du 18 juin 2011 (numéro d'enregistrement 57911/CO/111) relatif **au RCC à 58 ans** pour autant qu'en application de la réglementation en matière de RCC, l'ouvrier puisse justifier la carrière professionnelle nécessaire, est **prorogé** aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.* ».

- l'article 18, § 5, doit être lu comme suit : « *La disposition prévue à l'article 6 de l'accord national 2007-2008 **du 31 mai 2007** (numéro d'enregistrement 83860/CO/111) relatif à un régime permettant de partir en RCC à 56 ans moyennant 40 ans de carrière, est prorogée aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.* ».

Décision du

moet nummerd worden VII 'loopbaanplanning'.

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in het artikel 17, punt 4 'Introduction de la possibilité de réduire la carrière de 1/5ème après 28 ans de carrière pour les travailleurs de 50 ans et plus', moet **punt 3** worden.

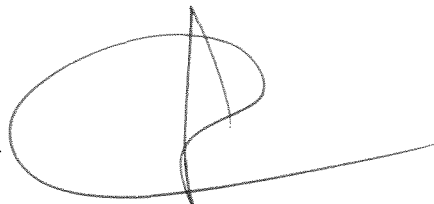
- artikel 17, punt 4, moet als volgt gelezen worden : « *En exécution de l'article 8 §3 de la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 relative à l'introduction d'un système de crédit-temps, diminution de carrière et **emplois de fin de carrière**, les travailleurs du secteur âgés de 50 ans au moins et ayant une carrière professionnelle de 28 ans, ont droit à une diminution de 1/5 des prestations* ».

- artikel 18, § 3, moet als volgt gelezen worden : « ***Le RCC pour ouvriers prévu** à l'article 23 de l'accord national 2001-2002 du 18 juin 2011 (numéro d'enregistrement 57911/CO/111) relatif **au RCC à 58 ans** pour autant qu'en application de la réglementation en matière de RCC, l'ouvrier puisse justifier la carrière professionnelle nécessaire, est **prorogé** aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.* ».

- artikel 18, § 5, moet als volgt gelezen worden : « *La disposition prévue à l'article 6 de l'accord national 2007-2008 **du 31 mai 2007** (numéro d'enregistrement 83860/CO/111) relatif à un régime permettant de partir en RCC à 56 ans moyennant 40 ans de carrière, est prorogée aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.* ».

Beslissing van

27 -11- 2015



<p>PARITAIR COMITÉ METAAL- MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW – SECTIE MONTEERDERS 111.03</p>	<p>COMMISSION PARITAIRE CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE – SECTION MONTEURS 111.03</p>
<p>PREAMBULE</p>	<p>PREAMBULE</p>
<p>Investeren in de industrie</p>	<p>Investir dans l'industrie</p>
<p>De sociale partners onderstrepen het bijzondere belang van de industrie en in het bijzonder van de metaal- en technologische industrie.</p>	<p>Les partenaires sociaux soulignent l'importance de l'industrie, et en particulier de l'industrie du métal et de la technologie.</p>
<p>De industrie is immers cruciaal voor de ontwikkeling van de economie in het algemeen, voor de openbare financiën, voor de tewerkstelling, voor de welvaart en voor het welzijn.</p>	<p>L'industrie est en effet cruciale pour le développement de l'économie en général, pour les finances publiques, l'emploi, la prospérité et le bien-être.</p>
<p>De ondertekenaars van dit akkoord doen hierbij een oproep aan alle stakeholders op alle niveaus, in de eerste plaats de overheden maar ook de ondernemingen en de vakbondsvertegenwoordigers.</p>	<p>Les signataires de cet accord lancent ici un appel à toutes les parties prenantes, tous niveaux confondus, en premier lieu les autorités mais aussi les entreprises et les représentants syndicaux.</p>
<p>Deze oproep viseert enerzijds de best mogelijke maatregelen te nemen en omgevingsfactoren te creëren opdat de industrie zich zou kunnen ontwikkelen en anderzijds dat men zich zou onthouden om initiatieven te nemen die deze ontwikkeling bemoeilijken.</p>	<p>Cet appel vise, d'une part, à prendre les meilleures mesures possibles et à mettre en place un environnement tel que l'industrie puisse se développer et, d'autre part, à ce que l'on s'abstienne de prendre des initiatives qui compliquent ce développement.</p>
<p>Tegelijk onderstrepen de sociale partners dat deze maatregelen en initiatieven dienen te gebeuren binnen het kader van het sociaal overleg en mits naleving van sociaal aanvaardbare waarden.</p>	<p>Parallèlement, les partenaires sociaux soulignent que ces mesures et initiatives doivent dans le cadre de la concertation sociale observer des valeurs socialement acceptables.</p>
<p>Toenadering statuten arbeiders - bedienden</p>	<p>Rapprochement des statuts ouvriers-employés</p>
<p>De sociale partners uit PC 111.03 wensen stappen zetten in de toenadering in de statuten arbeiders/bedienden op sectorvlak, dit in samenspraak met de gelijkaardige werkgroep hierrond binnen PC 111.01-02.</p>	<p>Les partenaires sociaux de la CP 111.03 souhaitent faire des pas dans le rapprochement des statuts ouvriers/employés au niveau du secteur, cela en concertation avec le groupe de travail correspondant au sein de la CP 111.01-02.</p>
<p>In het kader van de nieuwe ontslagwetgeving wensen ze vooreerst uitvoering te geven aan het activeringsluik. Het is absoluut wenselijk dat deze besprekingen plaats hebben samen met de vertegenwoordigers van PC 209.</p>	<p>Dans le cadre de la nouvelle réglementation sur le licenciement, ils souhaitent premièrement donner exécution au volet d'activation. Il est absolument souhaitable que ces discussions aient lieu ensemble avec les représentants de la CP 209.</p>
<p>Daarnaast willen de sociale partners PC 111.03 starten met de toenadering van de sectorale bepalingen uit PC 111.03 en 209. Ook deze besprekingen kunnen alleen maar plaats hebben</p>	<p>Par ailleurs, les partenaires sociaux de la CP 111.03 veulent entamer le rapprochement des dispositions sectorielles des CP 111.03 et 209. Ces pourparlers ne pourront également se tenir qu'avec les</p>

samen met de vertegenwoordigers van PC 209. Hiervoor dienen de thema's en de timing als eerste stap te worden bepaald.	représentants de la CP 209. A cet effet, la première étape sera de définir les thèmes et le timing.
De sociale partners PC 111.03 wensen de sociale partners PC 209 uit te nodigen om voor wat betreft de twee bovenstaande punten samen die besprekingen te organiseren.	Les partenaires sociaux de la CP 111.03 souhaitent inviter ceux de la CP 209 en vue d'organiser ensemble les pourparlers au sujet des deux points ci-dessus.
Tenslotte wordt met het sectoraal akkoord PC 111.03 voor het jaar 2014 een stap gezet om de stelsels van het aanvullend pensioen die op sectorvlak bestaan dichterbij elkaar te brengen.	Enfin, avec l'accord sectoriel CP 111.03 pour 2014, une étape dans le rapprochement des systèmes de pensions complémentaires existants au niveau sectoriel est constituée.
Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 maart 2014	Convention collective de travail du 17 mars 2014
NATIONAAL AKKOORD 2013-2014	ACCORD NATIONAL 2013-2014
HOOFDSTUK I. - Inleiding	CHAPITRE I. – Introduction
Artikel 1. - Toepassingsgebied	Article 1. – Champ d'application
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werklieden van de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren, die ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, met uitzondering van die ondernemingen die tot de sector van de metaalverwerking behoren.	La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de montage de ponts et charpentes métalliques ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, à l'exception des entreprises appartenant au secteur des entreprises de fabrications métalliques.
Onder werklieden wordt verstaan de mannelijke en vrouwelijke arbeiders.	On entend par "ouvriers", les ouvriers et les ouvrières.
HOOFDSTUK II. - Voorwerp	CHAPITRE II. – Objet
Art. 2.	Art. 2.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt neergelegd op de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 november 1969 tot vaststelling van de modaliteiten van neerlegging van de collectieve arbeidsovereenkomsten.	Cette convention collective de travail est déposée au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 novembre 1969 fixant les modalités de dépôt des conventions collectives de travail.
Ondertekenende partijen vragen dat onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst zo vlug mogelijk bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.	Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue au plus vite obligatoire par arrêté royal.

Art. 3.	Art. 3.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten met inachtnaam van het koninklijk besluit van 28 april 2013 tot uitvoering van artikel 7, §1 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot de preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (Belgisch Staatsblad van 2 mei 2013).	Cette convention collective de travail est conclue en tenant compte de l'arrêté royal du 28 avril 2013 portant exécution de l'article 7§1, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (Moniteur belge du 2 mai 2013).
HOOFDSTUK III. - Inkomenszekerheid	CHAPITRE III. – Sécurité de revenu
Art. 4. – Alternatieve besteding ecocheques	Art. 4. – Affectation alternative d'éco-chèques
§ 1. Principe	§ 1. Principe
Het sectoraal stelsel ecocheques wordt geregeld in artikel 5, 6 en 7, van de collectieve arbeidsovereenkomst houdende het nationaal akkoord 2009-2010 van 26 mei 2009, geregistreerd onder het nummer 96949/CO/111.03 en in artikel 4, afdeling 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst houdende het nationaal akkoord 2011-2012 van 11 juli 2011, geregistreerd onder het nummer 108611/CO/111.03.	Le régime sectoriel des éco-chèques est réglé à l'article 5, 6 et 7 de la convention collective de travail portant l'accord national 2009-2010 du 26 mai 2009, enregistrée sous le numéro 96949/CO/111.03 et à l'article 4, section 2, de la convention collective de travail portant l'accord national 2011-2012 du 11 juillet 2011, enregistrée sous le numéro 108611/CO/111.03.
Op ondernemingsvlak kan gekozen worden voor een alternatieve en equivalente besteding van onbepaalde duur van de ecocheques die conform bovenstaand sectoraal stelsel toegekend worden.	Il est possible d'opter au niveau de l'entreprise pour une affectation alternative et équivalente d'une durée indéterminée des éco-chèques qui sont octroyés conformément au régime sectoriel susmentionné.
§ 2. Modaliteiten voor bedrijven met een syndicale delegatie	§ 2. Modalités pour des entreprises ayant une délégation syndicale
- De alternatieve besteding gebeurt op basis van een bedrag van € 250 (kosten en werkgeverslasten inbegrepen met uitzondering van de administratieve kosten).	- L'affectation alternative est basée sur un montant de € 250 (y compris tous les frais et charges patronales, à l'exception des frais administratifs).
- De alternatieve besteding is enkel mogelijk voor de ecocheques die vanaf oktober 2014 (met referentieperiode van 1 oktober 2013 tot en met 30 september 2014) worden toegekend. De ingangsdatum van de alternatieve besteding is vanaf 1 oktober 2013 of moet betrekking hebben op dezelfde referentieperiode.	- L'affectation alternative n'est possible que pour les éco-chèques qui sont attribués à partir d'octobre 2014 (avec période de référence du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014). La date d'entrée en vigueur de l'affectation alternative est à partir du 1er octobre 2013 ou doit concerner la même période de référence.
- Indien gekozen wordt voor de omzetting van de € 250 in brutoloon, komt het bedrag van €250 overeen met een verhoging van € 0,0875 per uur.	- Si l'affectation alternative choisie consiste en une transposition du montant de € 250 en salaire brut, le montant de € 250 correspond à une augmentation de € 0,0875 par heure.
De herbrutering is enkel mogelijk vanaf 1 oktober 2013 voor de ecocheques die in	Le rebrutage n'est possible qu'à partir du 1 ^{er} octobre 2013 pour les éco-chèques qui sont

oktober 2014 (referteperiode 1 oktober 2013 tot 30 september 2014) worden toegekend.	attribués en octobre 2014 (période de référence du 1 ^{er} octobre 2013 au 30 septembre 2014).
- De onderhandelingen moeten ten laatste op 30 juni 2014 leiden tot een collectieve arbeidsovereenkomst inzake de alternatieve besteding.	- Les négociations doivent aboutir à la conclusion d'une convention collective de travail sur une affectation alternative pour le 30 juin 2014 au plus tard.
§ 3. Modaliteiten voor bedrijven zonder een syndicale delegatie	§ 3. Modalités pour des entreprises sans délégation syndicale
- De alternatieve besteding gebeurt op basis van een bedrag van € 250 (kosten en werkgeverslasten inbegrepen, met uitzondering van de administratieve kosten).	- L'affectation alternative est basée sur un montant de € 250 (y compris tous les frais et charges patronales, à l'exception des frais administratifs).
- Voor de alternatieve besteding kan uitsluitend gekozen worden uit de volgende 3 mogelijkheden (keuzemenu):	- Pour l'affectation alternative il ne peut être choisi qu'entre les 3 possibilités suivantes (menu de choix) :
o Invoering of verbetering van een bestaande polis collectieve hospitalisatieverzekering;	o Introduction ou amélioration d'un système existant d'assurance hospitalisation collectif ;
o Invoering of verbetering van een bestaand aanvullend pensioenplan op ondernemingsvlak;	o Introduction ou amélioration d'un système de pension extralégale au niveau de l'entreprise;
o Een omzetting van het bedrag van € 250 in brutoloon à rato van een verhoging van de effectieve uurlonen met € 0,0875 in een 38-uren werkweek.	o Une transposition du montant de € 250 en salaire brut, correspondant à une augmentation des salaires horaires effectifs de € 0,0875 dans un régime de travail de 38 heures/semaines.
- Zowel de omzetting in brutoloon als de twee andere alternatieve bestedingen van de ecocheques zijn enkel mogelijk vanaf 1 oktober 2013 voor de ecocheques die vanaf oktober 2014 (referteperiode van 1 oktober 2013 tot en met 30 september 2014) worden toegekend.	- Aussi bien la transformation en salaire brut que les deux autres affectations alternatives des éco-chèques ne peuvent prendre cours qu'à partir du 1er octobre 2013 pour les éco-chèques qui sont attribués à partir d'octobre 2014 (période de référence du 1 ^{er} octobre 2013 au 30 septembre 2014).
- De toetreding tot het bovengenoemd keuzemenu gebeurt door de werkgever door middel van een toetredingsakte die uiterlijk tegen 30 juni 2014 via een aangetekend schrijven wordt overgemaakt aan de voorzitter van het nationaal paritair comité.	- L'adhésion au menu précité se fait par l'employeur au moyen d'un acte d'adhésion transmis par courrier recommandé au président de la commission paritaire nationale au plus tard le 30 juin 2014.
De voorzitter brengt op zijn beurt de sociale partners hiervan op de hoogte.	Le président en informe à son tour les partenaires sociaux.
Een model van toetredingsakte is als bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst toegevoegd.	Un modèle d'acte d'adhésion se trouve en annexe de la présente convention collective de travail.
§ 4. Terugvalpositie	§ 4. Position de repli

8

De bepalingen van artikel 6 , van de collectieve arbeidsovereenkomst houdende het nationaal akkoord 2009-2010 van 26 mei 2009 en van artikel 4, afdeling 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst houdende het nationaal akkoord 2011-2012 van 11 juli 2011, blijven onverkort van kracht in geval van:	Les dispositions de l'article 6 de la convention collective de travail portant l'accord national 2009-2010 du 26 mai 2009 et de l'article 4, section 2, de la convention collective de travail portant l'accord national 2011-2012 du 11 juillet 2011, restent intégralement en vigueur en cas:
- het ontbreken van een akkoord inzake de alternatieve besteding van de ecocheques conform §2, voor 30 juni 2014;	- d'absence d'un accord relatif à une affectation alternative des éco-chèques conformément au §2, avant le 30 juin 2014;
- het ontbreken van een toetredingsakte conform §3 voor 30 juni 2014 voor ondernemingen zonder syndicale delegatie.	- d'absence d'un acte d'adhésion avant le 30 juin 2014 conformément au §3, pour les entreprises sans délégation syndicale.
§5. – Recurrentie	§5. – Récurrence
Elke vorm van invulling van de koopkracht voorzien in dit artikel geldt voor onbepaalde duur.	Toutes les formes de concrétisation du pouvoir d'achat prévues par le présent article sont à durée indéterminée.
Art. 5. - Uitzendkrachten	Art. 5. – Intérimaires
Het loon van de uitzendkracht mag niet lager zijn dan datgene waarop hij recht zou hebben gehad, indien hij onder dezelfde voorwaarden als vast werknemer door de gebruiker was in dienst genomen.	La rémunération de l'intérimaire ne peut être inférieure à celle à laquelle il aurait eu droit s'il était engagé dans les mêmes conditions comme travailleur permanent par l'utilisateur.
Art. 6. – Bestaanszekerheid: Verlenging en/of wijzigingen van bestaande bepalingen van bepaalde duur.	Art. 6. – Sécurité d'existence: Prolongation et/ou modifications des dispositions de durée déterminée existantes.
Volgende bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juli 2011, met registratienummer 105521/CO/111, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 mei 2013, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 18 juli 2013 houdende de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de metaalverwerkende nijverheid, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 november 2011, geregistreerd onder het nummer 107599/CO/111 en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 oktober 2013 geregistreerd onder het nummer 118265/CO/111, worden verlengd en/of gewijzigd:	Sont prolongées et/ou modifiées, les dispositions suivantes de la convention collective de travail du 11 juillet 2011, enregistré sous le numéro 105521/CO/111 et rendue obligatoire par arrêté royal du 8 mai 2013 publiée au Moniteur belge du 18 juillet 2013, concernant les statuts du Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques, modifiée par la convention collective de travail du 21 novembre 2011, enregistrée sous le numéro 107599/CO/111 et par la convention collective de travail du 21 octobre 2013, enregistrée sous le numéro 118265/CO/111:
<ul style="list-style-type: none"> • Het artikel 14 §2 van de statuten wordt vervangen als volgt: 	<ul style="list-style-type: none"> • L'article 14 §2 des statuts est remplacé comme suit:
“§2. Bijdragen voor bestaanszekerheid	“§2. Cotisations pour la sécurité d'existence
a) <u>Bijdragen voor de financiering van de</u>	a) <u>Cotisations pour le financement du</u>

<u>algemene werking van het Fonds</u>	<u>fonctionnement général du Fonds.</u>
<p>Vanaf 1 januari 1975 wordt een bijdrage van onbepaalde duur geheven van 0,60 %.</p>	<p>A partir du 1er janvier 1975, une cotisation de 0,60 % à durée indéterminée est perçue.</p>
<p>Deze bijdrage wordt vanaf 1 juli 1981 verhoogd met een bijdrage van onbepaalde duur van 0,20 %. Deze verhoging kan door elk van de partijen, die in het paritair comité vertegenwoordigd zijn, worden opgezegd mits een opzegging van één maand. Deze opzegging wordt door de partij, die het initiatief ertoe neemt, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de andere organisaties en verstrikt op het einde van de maand volgend op deze van de verzending van de aangetekende brief. De partijen verbinden zich ertoe het bedrag van de bijdrage te herzien zodra de wiskundige reserves van het Fonds weer op peil zijn.</p>	<p>A partir du 1er juillet 1981, cette cotisation est majorée d'une cotisation à durée indéterminée de 0,20 %. Cette majoration peut être rapportée, sur l'initiative de chacune des parties représentées au sein de la Commission paritaire, moyennant un préavis d'un mois. Ce préavis est adressé par la partie qui a pris l'initiative, aux autres organisations, par lettre recommandée à la poste et expire à la fin du mois suivant celui de l'envoi de la lettre recommandée. Les parties s'engagent à revoir le taux de la cotisation quand les réserves mathématiques du Fonds auront été reconstituées.</p>
<p>Met ingang van 1 januari 1988 wordt een speciale bijdrage van onbepaalde duur geheven van 0,10 %. Deze bijdrage is bestemd voor de financiering van de verhoogde tegemoetkoming van het Fonds vanaf 1 januari 1987 bij werkloosheid en in geval van ziekte.</p>	<p>A partir du 1er janvier 1988, il est perçu une cotisation spéciale à durée indéterminée de 0,10 %. Cette cotisation est affectée au financement de l'intervention augmentée du Fonds à partir du 1er janvier 1987 en matière de chômage et en cas de maladie.</p>
<p>Vanaf 1 april 2012 wordt een speciale bijdrage van onbepaalde duur geheven van 0,05%. Deze bijdrage is bestemd voor de financiering van de algemene werking van het Fonds.</p>	<p>A partir du 1er avril 2012 il est perçu une cotisation spéciale à durée indéterminée de 0,05%. Cette cotisation est affectée au financement du fonctionnement général du Fonds.</p>
<p>Vanaf 1 april 2014 wordt de bovengenoemde bijdrage van 0,20% voor onbepaalde duur verminderd tot 0,08%</p>	<p>À partir du 1er avril 2014 la cotisation susmentionnée de 0,20% est réduite à 0,08% pour une durée indéterminée.</p>
<p>b) <u>Bijdragen voor het aanvullend pensioen</u></p>	<p>b) <u>Cotisations pour la pension extralégale</u></p>
<p>Met ingang van 1 april 2000 wordt, ter uitvoering van het nationaal akkoord 1999-2000 voor de arbeiders van de metaal-, machine- en elektrische bouw van 19 april 1999, de bijdrage voor bestaanszekerheid voor onbepaalde duur verhoogd met 1 %.</p>	<p>A compter du 1er avril 2000, en application de l'accord national 1999-2000 du 19 avril 1999 pour les ouvriers des constructions métalliques, mécanique et électrique, la cotisation de sécurité d'existence est majorée de 1 % pour une durée indéterminée.</p>
<p>Deze bijdrage is bestemd voor de financiering van een sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling met inbegrip van een in dit kader gemaakte solidariteitstoezegging (die 0,10% bedraagt vanaf 1 januari 2006).</p>	<p>Cette cotisation est destinée au financement d'un système sectoriel de complément au régime légal de pension, y compris une promesse de solidarité, fait dans ce cadre (qui est de 0,10% à partir du 1er janvier 2006).</p>

Met ingang van 1 april 2001 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,25 %.	A partir du 1er avril 2001 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,25 %.
Met ingang van 1 april 2002 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,50 %.	A partir du 1er avril 2002 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,50 %.
Met ingang van 1 januari 2006 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,60 %.	A partir du 1er janvier 2006 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,60 %.
Met ingang van 1 januari 2008 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,70 %.	A partir du 1er janvier 2008 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,70 %.
Met ingang van 1 januari 2012 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,80 % en met ingang van 1 januari 2013 tot 1,90 %. Deze verhogingen zijn van toepassing voor al de ondernemingen uit de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams Brabant, die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren, en voor de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren uit al de andere provincies en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze verhogingen zijn eveneens van toepassing op de onderneming FABRICOM NV, Gati de Gamondstraat 254 te 1180 Brussel met ondernemingsnummer BE 0425 702 910 en entiteitsnummer 2.023.630.628 van 2 december 1988.	A partir du 1er janvier 2012 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,80 % et à partir du 1 ^{er} janvier 2013 à 1,90 %. Ces augmentations sont d'application à toutes les entreprises de la province d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre Orientale, de la Flandre Occidentale et du Brabant Flamand ressortissant à la Commission paritaire des constructions métalliques, mécaniques et électriques, et aux entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques de toutes les autres provinces et de la Région de Bruxelles Capitale. Ces augmentations sont également d'application à l'entreprise FABRICOM SA, rue Gati de Gamond 254, 1180 Bruxelles, avec numéro d'entreprise BE 0425 702 910 et numéro de l'unité d'établissement 2.023.630.628 du 2 décembre 1988.
Met ingang van 1 april 2014 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd	A partir du 1er avril 2014 cette cotisation est portée pour une durée indéterminée:
<ul style="list-style-type: none"> • tot 2,00 % voor ondernemingen uit de de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams Brabant, die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren, en voor de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren uit al de andere provincies en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze verhoging is eveneens van toepassing op de bovengenoemde onderneming FABRICOM NV 	<ul style="list-style-type: none"> • à 2,00% pour les entreprises de la province d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre Orientale, de la Flandre Occidentale et du Brabant Flamand ressortissant à la Commission paritaire des constructions métalliques, mécaniques et électriques, et aux entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques de toutes les autres provinces et de la Région de Bruxelles Capitale. Cette augmentation est également d'application à l'entreprise FABRICOM SA susmentionnée.
<ul style="list-style-type: none"> • Tot 1,80% voor de andere ondernemingen. 	<ul style="list-style-type: none"> • à 1,80% pour toutes les autres entreprises.

De hogergenoemde bijdragen die vanaf 1 januari 2014 betaald worden, ook achterstallige betalingen van de vorige jaren, en die bestemd zijn voor de financiering van een sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling, met uitsluiting van de in dit kader gemaakte solidariteitstoezegging, worden verhoogd met 8,86%:	Les montants susmentionnés, qui sont payés à partir du 1er janvier 2014, également les montants payés comme arriérés des années précédentes, et qui sont destinés au financement d'un système sectoriel de complément au régime légal de pension, à l'exclusion de la promesse de solidarité, fait dans ce cadre, sont augmentés de 8,86%:
- De bijdrage van 1% met ingang van 1 april 2000 wordt aldus verhoogd tot 1,09%	- La cotisation de 1% à partir du 1er avril 2000 est ainsi augmentée à 1,09%
- De bijdrage van 1,25% met ingang van 1 april 2001 wordt aldus verhoogd tot 1,36%	- La cotisation de 1,25% à partir du 1er avril 2001 est ainsi augmentée à 1,36%
- De bijdrage van 1,50% met ingang van 1 april 2002 wordt aldus verhoogd tot 1,64%	- La cotisation de 1,50% à partir du 1er avril 2002 est ainsi augmentée à 1,64%
- De bijdrage van 1,60% met ingang van 1 januari 2006 wordt aldus verhoogd tot 1,74%	- La cotisation de 1,60% à partir du 1er janvier 2006 est ainsi augmentée à 1,74%
- De bijdrage van 1,70% met ingang van 1 januari 2008 wordt aldus verhoogd tot 1,85%	- La cotisation de 1,70% à partir du 1er janvier 2008 est ainsi augmentée à 1,85%
- De bijdrage van 1,80% met ingang van 1 januari 2012 wordt aldus verhoogd tot 1,95%	- La cotisation de 1,80% à partir du 1er janvier 2012 est ainsi augmentée à 1,95%
- De bijdrage van 1,90% met ingang van 1 januari 2013 wordt aldus verhoogd tot 2,06%	- La cotisation de 1,90% à partir du 1er janvier 2013 est ainsi augmentée à 2,06%
- De bijdrage van 1,80% met ingang van 1 april 2014 wordt aldus verhoogd tot 1,95%	- La cotisation de 1,80% à partir du 1er avril 2014 est ainsi augmentée à 1,95%
- De bijdrage van 2,00% met ingang van 1 april 2014 wordt aldus verhoogd tot 2,17%	- La cotisation de 2,00% à partir du 1er avril 2014 est ainsi augmentée à 2,17%
Bij ondernemingen die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren, met uitzondering van de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren, uit de provincies Waals Brabant, Luik, Henegouwen, Namen en Luxemburg en uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de onderneming FABRICOM NV, Gati de Gamondstraat 254 te 1180 Brussel met	Auprès des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métalliques, mécaniques et électriques, à l'exception des entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques de la province du Brabant Wallon, de Liège, du Hainaut, de Namur et de Luxembourg et de la région Bruxelles Capitale, à l'exception de l'entreprise l'entreprise FABRICOM SA, rue Gati de Gamond 254, 1180 Bruxelles, avec numéro d'entreprise BE 0425 702



<p>ondernemingsnummer BE 0425 702 910 en entiteitsnummer 2.023.630.628 van 2 december 1988, wordt een bijdrage geïnd van 0,1% van bepaalde duur vanaf 1 januari 2012 tot 31 december 2012. Deze bijkomende bijdrage zal worden gebruikt om een provinciale reserve op te bouwen voor een aanwending ten voordele van de arbeiders van deze provincies vanaf 1 januari 2013.</p>	<p>910 et numéro de l'unité d'établissement 2.023.630.628 du 2 décembre 1988, une cotisation de durée déterminée de 0,1% est perçue du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012. Cette cotisation supplémentaire sera utilisée pour constituer une réserve provinciale en faveur des ouvriers de ces provinces à partir du 1er janvier 2013.</p>
<p>Kunnen vrijgesteld worden van de betaling van bovengenoemde bijkomende bijdrage van 1 %, de ondernemingen die uiterlijk op 31 december 1999 op ondernemingsvlak een collectieve arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur tot instelling of uitbreiding van aanvulling van de wettelijke pensioenregeling hebben gesloten, voor zover deze collectieve arbeidsovereenkomst en het reglement die deze aanvulling op de wettelijke pensioenregeling regelt, werden goedgekeurd door het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>Peuvent être exemptées du paiement de la cotisation complémentaire de 1% mentionnée ci-dessus, les entreprises qui ont conclu le 31 décembre 1999 au plus tard une convention collective de travail de durée indéterminée instaurant ou élargissant un complément au régime légal de pension, pour autant que cette convention collective de travail et le règlement qui règle ce complément au régime légal de pension, aient été approuvés par le Fonds de sécurité d'existence.</p>
<p>Bovengenoemde op ondernemingsvlak gesloten collectieve arbeidsovereenkomst en reglement moeten minstens aan volgende criteria voldoen:</p>	<p>La convention collective conclue au niveau de l'entreprise et le règlement susmentionnés doivent satisfaire au moins aux critères suivants:</p>
<ul style="list-style-type: none"> - De financiering door de werkgever moet equivalent zijn aan de genoemde bijdrage van 1 % aan het Fonds voor Bestaanszekerheid; 	<ul style="list-style-type: none"> - Le financement par l'employeur doit être équivalent à la cotisation susmentionnée de 1 % au Fonds de sécurité d'existence ;
<ul style="list-style-type: none"> - De rechthebbenden zijn alle arbeiders en arbeidsters, tewerkgesteld in de onderneming ongeacht de aard van de arbeidsovereenkomst met uitsluiting evenwel van de studenten en de industriële leerlingen; 	<ul style="list-style-type: none"> - Les ayants droit sont tous les ouvriers et ouvrières employés par l'entreprise, quelle que soit la nature de leur contrat de travail, à l'exception toutefois des étudiants et des apprentis industriels;
<ul style="list-style-type: none"> - Er moet een aanvulling op het wettelijk pensioen worden gegarandeerd. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un complément à la pension légale doit être garanti.
<p>Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de bijdrage van 1 %, dienen respectievelijk vanaf 1 april 2001 en 1 april 2002 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van respectievelijk 0,25 % en 0,25 %. De collectieve arbeidsovereenkomst en de</p>	<p>Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation de 1 %, doivent respectivement à partir du 1 avril 2001 et du 1 avril 2002, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension extralégale pour une durée indéterminée d'un montant, équivalent à cette cotisation complémentaire de respectivement à 0,25 % et 0,25 %. La</p>

c

<p>wijziging van het reglement dienen voor 30 september 2001 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au Fonds de Sécurité d'Existence pour le 30 septembre 2001.</p>
<p>Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,5 %, dienen vanaf 1 januari 2006 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 %. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen voor 30 maart 2006 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation cumulée de 1,5 %, doivent à partir du 1 janvier 2006, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension extralégale pour une durée indéterminée d'un montant, équivalent à la cotisation complémentaire de 0,10 %. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au Fonds de Sécurité d'Existence pour le 30 mars 2006.</p>
<p>Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,6 %, dienen vanaf 1 januari 2008 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 %.</p>	<p>Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation cumulée de 1,6 %, doivent à partir du 1 janvier 2008, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension extralégale pour une durée indéterminée d'un montant, équivalent à la cotisation complémentaire de 0,10 %.</p>
<p>De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen voor 15 februari 2008 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmises au Fonds de Sécurité d'Existence pour le 15 février 2008.</p>
<p>Ondernemingen die conform bovenstaande procedure, een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,7 %, dienen vanaf 1 januari 2012 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 %.</p>	<p>Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus, ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation cumulée de 1,7 %, doivent à partir du 1 janvier 2012, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension extralégale pour une durée indéterminée d'un montant, équivalent à la cotisation complémentaire de 0,10 %.</p>
<p>De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen voor 15 februari 2012 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmises au Fonds de Sécurité d'Existence pour le 15 février 2012.</p>
<p>Voor zover de financiering door de</p>	<p>Pour autant que le financement par</p>

2

<p>werkgever van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen vanaf 1 januari 2012 minstens equivalent is aan de bijdrage van 1,8 % aan het Fonds voor Bestaanszekerheid, kunnen bovengenoemde ondernemingen vanaf 1 januari 2012 via een op hun vlak te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst een alternatieve en equivalente aanwending van onbepaalde duur voorzien van de bovengenoemde verhoging van 0,10%. Het bewijs van een equivalente financiering van het een eigen pensioenstelsel ten belope van minimaal 1,80% werkgeversbijdrage en de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op ondernemingsvlak, die voorziet in de alternatieve en equivalente aanwending van de verhoging van 0,10% dienen voor 15 februari 2012 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>l'employeur des dispositions en matière de pension extralégale existantes au niveau de l'entreprise soit, à partir du 1^{er} janvier 2012, au minimum équivalent à la cotisation au Fonds de Sécurité d'Existence de 1,8%, les entreprises susmentionnées ont la possibilité de prévoir à partir du 1^{er} janvier 2012 une affectation alternative et équivalente de durée indéterminée de l'augmentation de 0,10% susmentionnée. La preuve du financement équivalent d'un propre système de pension extralégale d'au moins 1,80% de cotisation patronale et la convention collective de travail, conclue au niveau de l'entreprise, qui prévoit en une affectation alternative et équivalente de l'augmentation de 0,10% doivent être transmises au Fonds de Sécurité d'Existence pour le 15 février 2012.</p>
<p>Ondernemingen die, conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,8 %, dienen vanaf 1 januari 2013 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 %.</p> <p>De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen voor 15 februari 2013 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation cumulée de 1,8 %, doivent à partir du 1 janvier 2013, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension extralégale pour une durée indéterminée d'un montant, équivalent à la cotisation complémentaire de 0,10 %.</p> <p>La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmises au Fonds de Sécurité d'Existence pour le 15 février 2013.</p>
<p>Voor zover de financiering door de werkgever van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen vanaf 1 januari 2013 minstens equivalent is aan de bijdrage van 1,90 % aan het Fonds voor Bestaanszekerheid, kunnen bovengenoemde ondernemingen vanaf 1 januari 2013 via een op hun vlak te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst een alternatieve en equivalente aanwending van onbepaalde duur voorzien van de bovengenoemde verhoging van 0,10%. Het bewijs van een equivalente financiering van een eigen pensioenstelsel ten belope van minimaal 1,90% werkgeversbijdrage en de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op ondernemingsvlak, die voorziet in de alternatieve en equivalente aanwending van de verhoging van 0,10%</p>	<p>Pour autant que le financement par l'employeur des dispositions en matière de pension extralégale existantes au niveau de l'entreprise soit, à partir du 1^{er} janvier 2013, au minimum équivalent à la cotisation au Fonds de Sécurité d'Existence de 1,90%, les entreprises susmentionnées ont la possibilité de prévoir à partir du 1^{er} janvier 2013 une affectation alternative et équivalente de durée indéterminée de l'augmentation de 0,10% susmentionnée. La preuve du financement équivalent d'un propre système de pension extralégale d'au moins 1,90% de cotisation patronale et la convention collective de travail, conclue au niveau de l'entreprise, qui prévoit en une affectation alternative et équivalente de l'augmentation de 0,10% doivent être transmises au Fonds de</p>

<p>dienen voor 15 februari 2013 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>Sécurité d'Existence pour le 15 février 2013.</p>
<p>Voor zover de financiering door de werkgever van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen vanaf 1 april 2014 minstens equivalent aan 2,00% of 1,80% is aan de bijdrage bepaald in alinea 8 van punt b) hierboven aan het Fonds voor Bestaanszekerheid, kunnen bovengenoemde ondernemingen uiterlijk op 1 januari 2015, en binnen de wettelijke mogelijkheden, via een op hun vlak te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst een alternatieve en equivalente aanwending van onbepaalde duur voorzien van de bovengenoemde verhoging van 0,10%.</p> <p>Het bewijs van een equivalente financiering van het een eigen pensioenstelsel ten belope van minimaal de bijdrage bepaald in alinea 8 van punt b) hierboven en de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op ondernemingsvlak, die voorziet in de alternatieve en equivalente aanwending van de verhoging van 0,10% dienen voor 15 februari 2015 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>Pour autant que le financement par l'employeur des dispositions en matière de pension extralégale existantes au niveau de l'entreprise soit, à partir du 1^{er} avril 2014, au minimum équivalent à la cotisation au Fonds de Sécurité d'Existence telle que définie à l'alinéa 8 du point b) ci-dessus de 2,00% ou 1,80% , les entreprises susmentionnées ont la possibilité de prévoir jusqu'au 1^{er} janvier 2015 au plus tard, et endéans les possibilités légales, une affectation alternative et équivalente de durée indéterminée de l'augmentation de 0,10% susmentionnée.</p> <p>La preuve du financement équivalent d'un propre système de pension extralégale d'au moins la cotisation au Fonds de Sécurité d'Existence telle que définie à l'alinéa 8 du point b) ci-dessus et la convention collective de travail, conclue au niveau de l'entreprise, qui prévoit en une affectation alternative et équivalente de l'augmentation de 0,10% doivent être transmises au Fonds de Sécurité d'Existence pour le 15 février 2015.</p>
<p>Konden eveneens vrijgesteld worden van de betaling van deze initiële bijdrage van 1 % ter financiering van een sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling, de ondernemingen die gedekt waren door een eigen koopkrachtakkoord voor de jaren 1999 en 2000, gesloten vóór 22 maart 1999 en als dusdanig aanvaard door het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p> <p>Deze ondernemingen die gedekt zijn door een koopkrachtakkoord voor 2003 en /of 2004 behouden tot 31 december 2004 hun vrijstelling tot betaling van de bijdrage aan het Fonds voor Bestaanszekerheid bestemd voor het extralegaal pensioen, voor zover zij nog geen bijdragen betaald hebben aan het Fonds voor Bestaanszekerheid bestemd voor het extralegaal pensioen.</p>	<p>Pouvaient également être exemptées du paiement de cette cotisation initiale de 1 % destinée au financement d'un système sectoriel de complément au régime légal de pension, les entreprises qui étaient couvertes par un propre accord sur le pouvoir d'achat pour les années 1999 et 2000, conclu avant le 22 mars 1999 et accepté en tant que tel par le Fonds de sécurité d'existence.</p> <p>Ces entreprises, couvertes par un accord de pouvoir d'achat pour 2003 et/ou 2004 maintiennent leur exemption du paiement de la cotisation au Fonds de Sécurité d'Existence destinée à la pension extralégale jusqu'au 31 décembre 2004 pour autant qu'elles n'ont pas encore payé de cotisation au Fonds de Sécurité d'Existence destinée à la pension extralégale.</p>
<p>Nochtans kunnen deze in vorige alinea bedoelde ondernemingen na 1 januari 2001 nog toetreden tot het sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling door middel van een collectieve arbeidsovereenkomst</p>	<p>Toutefois, ces entreprises visées par l'alinéa précédent peuvent encore adhérer après le 1er janvier 2001 au système sectoriel de complément au régime légal de pension, en concluant une convention collective de travail au niveau de</p>

8

gesloten op ondernemingsvlak.	l'entreprise.
<p>De in artikel 5bis, bedoelde werkgevers kunnen vrijgesteld worden van deze bijdrage indien aangetoond kan worden dat in het land van oorsprong de gedetacheerde arbeider van dezelfde bescherming geniet of van een bescherming geniet die essentieel vergelijkbaar is, als gevolg van de verplichtingen waaraan de buitenlandse werkgever in zijn land van oorsprong reeds onderworpen is.</p>	<p>Les employeurs mentionnés à l'article 5bis, peuvent être exemptés de cette cotisation pour autant qu'ils puissent démontrer au Fonds de sécurité d'existence que, dans le pays d'origine, l'ouvrier détaché jouit de la même protection ou d'une protection essentiellement comparable en vertu des obligations auxquelles l'employeur étranger est déjà soumis dans son Etat d'origine.</p>
<p>c) <u>Bijdragen SWT (Stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag)</u></p>	<p>c) <u>Cotisations RCC (Régime de chômage avec complément d'entreprise)</u></p>
<p>Voor de periode van 1 januari 1987 tot 31 maart 2001 wordt een bijkomende bijdrage van bepaalde duur geheven van 0,30 %.</p>	<p>Pour la période du 1er janvier 1987 au 31 mars 2001, une cotisation supplémentaire à durée déterminée de 0,30 % est perçue.</p>
<p>Vanaf 1 april 2001 tot 31 december 2005 wordt deze bijdrage van bepaalde duur vermindert tot 0,13 %.</p>	<p>Du 1er avril 2001 au 31 décembre 2005, cette cotisation à durée déterminée est ramenée à 0,13%.</p>
<p>Vanaf 1 januari 2006 tot 31 december 2014 wordt deze bijdrage van bepaalde duur vermindert tot 0,03 %.</p>	<p>Du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2014, cette cotisation à durée déterminée est ramenée à 0,03%.</p>
<p>Bovengenoemde bijdrage dient ter financiering van de vervroegde tegemoetkoming in de last van het SWT vanaf 57 jaar voor de werklieden en de werksters waarvan het SWT ingaat tijdens de periode van 1 januari 1987 tot 31 december 2014.</p>	<p>La cotisation ci-dessus est affectée au financement de l'intervention anticipée du Fonds dans la charge de le RCC à partir de 57 ans pour les ouvriers et les ouvrières dont le RCC débute entre le 1er janvier 1987 et le 31 décembre 2014.</p>
<p>De werkgevers die tussen 1 juli 1997 en 31 december 2014 werklieden of werksters ontslaan, die op het moment van de betekening van het ontslag minstens 50 jaar oud zijn, zijn per ontslagen werkmán of werkster een forfaitaire eenmalige bijdrage verschuldigd aan het Fonds voor Bestaanszekerheid, met uitzondering van de werkgevers van ontslagen werklieden of werksters die geen recht hebben op de vergoeding zoals bepaald in artikel 19bis § 6.</p>	<p>Les employeurs qui licencient, entre le 1er juillet 1997 et le 31 décembre 2014, des ouvriers ou des ouvrières âgés d'au moins 50 ans au moment de la notification du licenciement sont tenus de verser une cotisation forfaitaire unique par ouvrier ou ouvrière licencié(e) au Fonds de sécurité d'existence, à l'exception des employeurs des ouvriers et ouvrières licenciés, qui n'ont pas droit à l'indemnité prévue à l'article 19bis § 6.</p>
<p>Deze eenmalige forfaitaire bijdrage bedraagt € 607,34, € 520,58, € 433,81, € 347,05, € 260,29, € 173,53 of € 86,76 indien op het moment van de betekening van het ontslag de werkmán of werkvrouw respectievelijk 50 jaar, 51 jaar, 52 jaar, 53 jaar, 54 jaar, 55 jaar of 56 jaar is.</p>	<p>Cette cotisation forfaitaire unique s'élève à € 607,34, € 520,58, € 433,81, € 347,05, € 260,29, € 173,53 ou € 86,76 si, au moment de la notification du licenciement, l'ouvrier ou l'ouvrière a respectivement 50 ans, 51 ans, 52 ans, 53 ans, 54 ans, 55 ans ou 56 ans.</p>

<p>De werkgevers die oudere werknemers op SWT stellen zijn het totaal van de bijdragen voor bestaanszekerheid verschuldigd vanaf de leeftijd dat de werknemer op SWT gesteld wordt tot aan de leeftijd van 60 jaar (57 jaar voor de werklieden en werksters van wie de werkloosheid begon tussen 1 januari 1985 en 31 december 2014 en wiens SWT betekend werd voor 1 juli 2009, en 58 jaar voor de werklieden en werksters wiens ontslag met het oog op SWT betekend werd in de periode van 1 juli 2009 tot 31 december 2014). Deze bijdragen worden berekend op de laatste bruto bezoldiging die door de in artikel 19ter, § § 2, 3, 4, 5 en 7 bedoelde werklieden en werksters werd verdiend.</p>	<p>Les employeurs qui mettent des travailleurs âgés en RCC sont redevables de la totalité des cotisations de sécurité d'existence dès l'âge de la mise en RCC du travailleur jusqu'à l'âge de 60 ans pour les ouvriers (57 ans pour les ouvriers et les ouvrières dont le chômage a débuté entre le 1 janvier 1985 et le 31 décembre 2014, et dont le licenciement a été notifié avant le 1er juillet 2009, et 58 ans pour les ouvriers et ouvrières dont le licenciement en vue de RCC a été notifié dans la période du 1er juillet 2009 au 31 décembre 2014). Ces cotisations sont calculées sur la dernière rémunération brute gagnée par les ouvriers et ouvrières visés à l'article 19ter, §§ 2, 3, 4, 5 et 7.</p>
<p>Deze bruto bezoldiging zal jaarlijks worden aangepast met een coëfficiënt die rekening houdt met de evolutie van de regelingslonen overeenkomstig de procedure voorzien in de artikelen 6 en 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen.</p>	<p>Cette rémunération brute sera adaptée annuellement par un coefficient tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires suivant la procédure prévue aux articles 6 et 8 de la convention collective de travail conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement.</p>
<p>Voor de periode van 1 januari 1991 tot 31 maart 2001 wordt een bijkomende bijdrage van bepaalde duur geïnd van 0,13 %.</p>	<p>Pour la période du 1er janvier 1991 jusqu'au 31 mars 2001, une cotisation supplémentaire de 0,13 % est perçue.</p>
<p>Vanaf 1 april 2001 tot 31 december 2014 wordt deze bijdrage van bepaalde duur verminderd tot 0,05 %.</p>	<p>Du 1er avril 2001 au 31 décembre 2014, cette cotisation à durée déterminée est ramenée à 0,05%.</p>
<p>Deze bijdrageverhoging dient ter financiering van de tegemoetkoming, vanaf de leeftijd van 57 jaar, in de door de werkgevers verschuldigde capitatieve bijdragen aan de Rijksdienst voor pensioenen en de Rijksdienst voor sociale zekerheid, voor de werknemers waarvan het SWT ingaat tijdens de periode van 1 januari 1991 tot 31 december 2014."</p>	<p>Cette augmentation de cotisation est perçue en vue de financer l'intervention, à partir de l'âge de 57 ans, dans les cotisations capitatives dues par l'employeur à l'Office national des pensions et à l'Office national de sécurité sociale, pour les travailleurs dont le RCC prend cours dans la période du 1er janvier 1991 au 31 décembre 2014. »</p>
<p>- In het artikel 14 §3 van de statuten worden volgende wijzigingen aangebracht:</p>	<p>- A l'article 14 §3 des statuts les modifications suivantes sont apportées</p>
<p>o 1^{ste} alinea: "Met ingang van 1 juli 1983 tot 31 december 2014 wordt een bijdrage van bepaalde duur geheven van 0,60 %".</p>	<p>o 1er alinéa: "A partir du 1er juillet 1983 jusqu'au 31 décembre 2014, il est perçu une cotisation à durée déterminée de</p>

	0,60 %.
<ul style="list-style-type: none"> o 4^{de} alinea: "Met ingang van 1 april 1998 tot 31 december 2014 wordt een bijkomende bijdrage van bepaalde duur gegeven van 0,10 %". 	<ul style="list-style-type: none"> o 4^{ème} alinéa: A partir du 1 avril 1998 jusqu'au 31 décembre 2014 il est perçu une cotisation supplémentaire à durée déterminée de 0,10 %.
- In het artikel 14 §5 van de statuten worden volgende wijzigingen aangebracht:	- A l'article 14 §5 des statuts les modifications suivantes sont apportées :
<ul style="list-style-type: none"> o Een 2de alinea wordt toegevoegd: « Vanaf 1 april 2014 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd met 0,02% naar 0,12%». 	<ul style="list-style-type: none"> o Un alinéa 2 est ajouté: «A partir du 1er avril 2014, cette cotisation est augmentée à durée indéterminée de 0,02 % jusqu'à 0,12%».
<ul style="list-style-type: none"> o Een 4de alinea wordt toegevoegd : « Deze bijdrage is eveneens bestemd voor de beroepsopleiding in het raam van vzw Montage – Nationaal Fonds voor Tewerkstelling en opleiding van Jongeren zoals bepaald in artikel 3, 9°. Het aandeel van deze bijdrage wordt vastgesteld volgens de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 juli 2003 algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 januari 2004 (Belgisch Staatsblad van 10 februari 2004) houdende de procedure tot identificatie van de bedrijven in functie van de doorstorting van de bijdrage risicogroepen aan de vzw Montage. » 	<p>Un 4e alinéa est ajouté :</p> <p>« Cette cotisation est également destinée à la formation professionnelle dans le cadre de l'asbl Montage – Fonds national pour l'Emploi et la Formation de jeunes tel que défini à l'article 3, 9°. La part de cette cotisation est fixée suivant la convention collective de travail du 7 juillet 2003 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 8 janvier 2004 (Moniteur belge du 10 février 2004) portant la procédure d'identification des entreprises en fonction du transfert de la cotisation groupes à risque à l'asbl Montage. »</p>
<ul style="list-style-type: none"> o 5de alinea : "Voor de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2014 wordt een bijkomende bijdrage geheven van 0,10 % ter bevordering van initiatieven voor de opleiding en tewerkstelling van de risicogroepen onder de werkzoekenden, zoals bepaald in artikel 3, 6°". 	<ul style="list-style-type: none"> o 5^{ème} alinéa: "Pour la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2014, une cotisation supplémentaire de 0,10 % est perçue pour favoriser les initiatives pour la formation et l'emploi des groupes à risque parmi les demandeurs d'emploi comme stipulé à l'article 3, 6° ».
- In het artikel 19bis van de statuten worden volgende wijzigingen aangebracht:	- A l'article 19 bis des statuts les modifications suivantes sont apportées :
<ul style="list-style-type: none"> o §1, tweede streepje: "- voor de periode van 1 januari 1989 tot 30 juni 2015 wordt echter ook het einde van een startbaanovereenkomst in aanmerking genomen, voor zover deze een duur heeft van niet minder dan drie maanden". 	<ul style="list-style-type: none"> o §1, deuxième tiret : «- pendant la période du 1er janvier 1989 jusqu'au 30 juin 2015, l'expiration d'un contrat de premier emploi est également prise en considération, pour autant qu'il n'ait pas une durée inférieure à trois mois ».
<ul style="list-style-type: none"> o §5, 1^{ste} alinea : " De werklieden die zonder 	<ul style="list-style-type: none"> o §5, premier alinéa: «Les ouvriers qui ont

<p>op SWT gesteld te zijn ontslagen worden en op de eerste dag van de werkloosheid minstens 57 jaar oud zijn, hebben voor zover hun eerste werkloosheidsdag zich situeert in de periode van 1 januari 1989 tot 30 juni 2015 en na uitputting van het krediet voorzien bij artikel 19 bis, § 3, 3°, recht op de vergoeding bepaald in artikel 20bis tot hun pensioenleeftijd”.</p>	<p>été licenciés en dehors d'un régime de RCC et qui ont atteint au premier jour de chômage l'âge d'au moins 57 ans ont droit, pour autant que leur premier jour de chômage se situe entre le 1er janvier 1989 et le 30 juin 2015 et après avoir épuisé le crédit prévu à l'article 19bis, § 3, 3°, à l'indemnité prévue à l'article 20bis jusqu'à l'âge de la pension».</p>
<p>o §6, 1ste alinea: “De werklieden en werksters die zonder op SWT gesteld te zijn, tussen 1 januari 1997 en 30 juni 2015 ontslagen worden en op moment van de betekening van het ontslag minstens 50 jaar oud zijn, hebben na uitputting van het krediet voorzien bij artikel 19bis, § 3, 3°, recht op de vergoeding bepaald in artikel 20bis vanaf de leeftijd van 57 jaar, voor zover zij op dat ogenblik volledig werkloos zijn en geen aanspraak kunnen maken op een SWT-regeling, en dit tot hun pensioenleeftijd”.</p>	<p>o §6 1er alinéa: «Les ouvriers et ouvrières qui sont licenciés en dehors d'un régime de RCC entre le 1er janvier 1997 et le 30 juin 2015 et qui sont âgés d'au moins 50 ans au moment de la notification du licenciement, ont droit, après avoir épuisé le crédit prévu à l'article 19bis, § 3, 3°, à l'indemnité prévue à l'article 20bis à partir de l'âge de 57 ans et jusqu'à l'âge de leur pension, pour autant qu'ils soient encore chômeurs complets à ce moment et qu'ils ne puissent revendiquer le droit au RCC».</p>
<p>o §8: “Indien het gaat om een werknemer in SWT zoals bedoeld in artikel 19ter, § 1, a), is artikel 19bis niet van toepassing”</p>	<p>o §8: «Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un travailleur en RCC tel que défini à l'article 19ter, § 1er, a), l'article 19bis n'est pas d'application ».</p>
<p>o §9: “De werkgeversbijdragen op vergoedingen voor sommige oudere werklozen, ingesteld door het koninklijk besluit van 21 maart 1997 (Belgisch Staatsblad van 11 april 1997), worden vanaf 1 januari 1997 door het Fonds ten laste genomen vanaf de leeftijd van 57 jaar, voor zover het ontslag betekend werd tussen 1 januari 1997 en 30 juni 2015 en zij de vergoedingen bedoeld in artikel 20bis ontvangen”.</p>	<p>o §9: « Les cotisations patronales pour certains chômeurs âgés, instituées par l'arrêté royal du 21 mars 1997 (Moniteur belge du 11 avril 1997), sont prises en charge par le Fonds à partir du 1er janvier 1997 à partir de l'âge de 57 ans, pour autant que leur licenciement ait été notifié entre le 1er janvier 1997 et le 30 juin 2015 et pour autant qu'ils bénéficient des indemnités prévues à l'article 20bis».</p>
<p>o Toevoeging van § 10: “Elke betaling van de aanvullende vergoeding in geval van volledige werkloosheid aan de werklieden en werksters, zoals beschreven in dit artikel, na en omwille van een eenzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst door de werkgever, zal vanaf 1 juli 2015 stopgezet worden.</p>	<p>o Ajout du § 10: « Tout paiement aux ouvriers/ères de l'indemnité complémentaire en cas de chômage complet, tel que décrit dans cet article, suite à et à cause d'une rupture unilatérale du contrat de travail par l'employeur, prendra fin au 1er juillet 2015.</p>
<p>Na 1 juli 2015 worden enkel nog aanvullende vergoedingen in geval van volledige werkloosheid betaald in volgende gevallen:</p>	<p>Après le 1er juillet 2015 les indemnités complémentaires en cas de chômage complet seront uniquement versées dans les cas suivants:</p>
<p>- de beëindiging van de</p>	<p>- la cessation du contrat de travail</p>

<p>arbeidsovereenkomst niet het gevolg is van een eenzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst door de werkgever;</p>	<p>qui n'est pas la conséquence d'une rupture unilatérale du contrat de travail par l'employeur;</p>
<p>- wanneer de opzegging wordt gegeven door de werkgever vanaf 1 januari 2014 aan de werklieden en werksters die de volgende voorwaarden op cumulatieve wijze vervult :</p>	<p>- lorsque l'employeur donne le préavis aux ouvriers/ères à partir du 1 janvier 2014 aux conditions cumulatives suivantes :</p>
<p>o hij maakt het voorwerp uit van een ontwerp van collectief ontslag dat, in overeenstemming met artikel 66, § 2, eerste lid, van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling, ten laatste werd betekend op 31 december 2013;</p>	<p>o il fait l'objet d'un licenciement collectif qui, en vertu de l'article 66, § 2, premier alinéa de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, a été notifié le 31 décembre 2013 au plus tard;</p>
<p>o hij valt onder het toepassingsgebied van een collectieve arbeidsovereenkomst die de gevolgen van het collectief ontslag omkadert en die ten laatste op 31 december 2013 werd neergelegd op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.</p>	<p>o Il relève du champ d'application d'une convention collective de travail qui encadre les conséquences du licenciement collectif et qui a été déposée au plus tard le 31 décembre 2013 au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et concertation sociale.</p>
<p>De nodige documenten tot staving van het vervullen van de voorwaarden, worden overgemaakt aan het Fonds volgens de regels die hij vastlegt.</p>	<p>Les pièces nécessaire pour prouver que les conditions sont remplies, sont transmises au Fonds selon les règles qu'il fixera.</p>
<p>- De werklieden of werksters die ontslagen werden voor 1 januari 2014 en op het moment van de betekening van het ontslag minstens 50 jaar oud zijn, behouden hun aanvullende werkloosheidsvergoeding tot hun pensioenleeftijd, zoals bepaald en onder de voorwaarden van §6."</p>	<p>- Les ouvriers/ères licenciés avant le 1er janvier 2014 et qui sont âgés d'au moins 50 ans au moment de la notification du licenciement, conservent leur indemnité complémentaire de chômage jusqu'à l'âge de la pension, conformément aux conditions stipulées au §6."</p>
<p>- In het artikel 19ter van de statuten worden volgende wijzigingen aangebracht:</p>	<p>- A l'article 19ter des statuts les modifications suivantes sont apportées :</p>
<p>• §4, 2^{de} alinea: "In afwijking van de vorige alinea, hebben de werklieden waarvan het ontslag met het oog op SWT betekend werd tussen 1 juli 2009 en 31 december 2014 slechts vanaf hun 58^{ste}</p>	<p>• §4, 2^{ème} alinéa: "En dérogation au paragraphe précédent, les travailleurs dont le préavis en vue du RCC a été notifié entre le 1^{er} juillet 2009 et le 31 décembre 2014 n'ont droit à l'indemnité</p>



verjaardag recht op de vergoeding voorzien in artikel 20bis”.	prévue dans l'article 20bis qu'à partir de leur 58 ^e anniversaire ».
<ul style="list-style-type: none"> • §9 : “De opening van recht op de vergoeding voorzien in artikel 20bis blijft behouden tot 31 december 2014 voor werklieden die op 30 juni 2013 voldoen aan de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden, maar die hun SWT effectief opnemen tussen 30 juni 2013 en 31 december 2014”. 	<ul style="list-style-type: none"> • § 9 : « L'ouverture du droit à l'indemnité prévue à l'article 20bis est maintenu jusqu'au 31 décembre 2014 pour les ouvriers qui satisfont au 30 juin 2013 aux conditions d'âge et d'ancienneté, mais qui ne prennent effectivement leur RCC qu'entre le 30 juin 2013 et le 31 décembre 2014 ».
- In het artikel 19 septies van de statuten worden volgende wijzigingen aangebracht:	- A l'article 19 septies des statuts les modifications suivantes sont apportées :
<ul style="list-style-type: none"> o §1 : “De bijzondere werkgeversbijdragen op het SWT, enerzijds deze ingesteld door de programmawet van 22 december 1989, te betalen aan de Rijksdienst voor pensioenen en anderzijds deze ingesteld door de programmawet van 19 december 1990, te betalen aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid, gewijzigd door de Wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen en het koninklijk besluit van 29 maart 2010 tot uitvoering van het hoofdstuk 6 van Titel XI van de bovengenoemde wet, worden vanaf 1 januari 1991 door het Fonds ten laste genomen vanaf de leeftijd van 57 jaar, voor zover zij op SWT gesteld werden tussen 1 januari 1991 en 31 december 2014 en zij de vergoedingen bedoeld in artikel 20bis ontvangen, met uitzondering van alle werklieden en werksters waarvan de werkgever die de betrokken werklieden en werksters met SWT heeft geplaatst, vanaf 1 oktober 2000 in vereffening of faling is gesteld of sluit gedurende de looptijd van het SWT van de betrokken werklieden en werksters, en dit vanaf de maand waarin de vereffening of faling werd uitgesproken of vanaf het moment van de sluiting. 	<ul style="list-style-type: none"> o §1 : « Les cotisations spéciales à charge de l'employeur sur le RCC, introduites d'une part par la loi-programme du 22 décembre 1989, dues à l'Office national des pensions, et d'autre part par la loi-programme du 19 décembre 1990, dues à l'Office national de sécurité sociale, modifiée par la loi du 27 décembre 2006 tenant dispositions diverses et l'Arrêté Royal du 29 mars 2010 exécutant le chapitre 6 du titre XI de la loi susmentionnées, sont prises à charge par le Fonds à partir du 1^{er} janvier 1991 à partir de l'âge de 57 ans, pour autant que leur RCC débute entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 2014 et pour autant qu'ils bénéficient de l'indemnité prévue par l'article 20bis, à l'exception des ouvriers et ouvrières dont l'employeur qui a mis les ouvriers et ouvrières concernés en RCC, a été déclaré en faillite, ou mis en liquidation ou fermé à partir du 1^{er} octobre 2000 pendant la durée du RCC des ouvriers et ouvrières concernés, et ceci à partir du mois dans lequel il a été déclaré en faillite ou a été mis en liquidation ou à partir du moment de la fermeture.
In afwijking van §1 zullen de bijzondere werkgeversbijdragen waarover sprake slechts ten laste worden genomen vanaf 58 jaar voor de werklieden waarvan het ontslag met het oog op SWT betekend werd tussen 1 juli 2009 en 31 december 2014”.	En dérogation du §1 les cotisations spéciales à charge de l'employeur dont question ne seront prises en charge qu'à partir de 58 ans pour les ouvriers dont le préavis en vue du RCC a été notifié entre le 1 ^{er} juillet 2009 et le 31 décembre 2014 ».
- In het artikel 19 octies van de statuten worden volgende wijzigingen aangebracht:	- A l'article 19 octies des statuts les modifications suivantes sont apportées:
<ul style="list-style-type: none"> o §2 : « De bijzondere compenserende maandelijkse werkgeversbijdragen op het 	<ul style="list-style-type: none"> o §2: “En exécution de l'arrêté royal du 21 mars 1997 et dans la limite des

<p>SWT, in uitvoering van het koninklijk besluit van 21 maart 1997, wordt, binnen de bestaande mogelijkheden, door het Fonds ten laste genomen voor de werklieden en werksters, die in het kader van deze regeling tussen 13 mei 1997 en 31 december 2014 in SWT worden gesteld”.</p>	<p>possibilités existantes, la cotisation patronale mensuelle compensatoire particulière sur le RCC est prise en charge, dans les limites des possibilités existantes, par le Fonds pour les ouvriers et ouvrières mis en RCC dans le cadre de cette réglementation entre le 13 mai 1997 et le 31 décembre 2014 ».</p>
<p>- In het artikel 20bis van de statuten worden volgende wijzigingen aangebracht:</p>	<p>- A l'article 20bis des statuts les modifications suivantes sont apportées:</p>
<ul style="list-style-type: none"> • §1, 2de alinea : « Het bedrag van de aanvullende vergoeding wordt bepaald op € 76,85 per maand voor de werklieden en werksters waarvan het SWT ingaat tijdens de periode van 1 januari 1987 tot 31 december 2014 voor zover zij voldoen aan de in het eerste lid gestelde voorwaarden”. 	<ul style="list-style-type: none"> • §1 2ème alinéa: “Le montant de l'indemnité complémentaire est fixé à € 76,85 par mois pour les ouvriers et ouvrières dont le RCC débute entre le 1er janvier 1987 et le 31 décembre 2014 pour autant qu'ils remplissent les conditions posées au premier alinéa ».
<ul style="list-style-type: none"> • §2, 2de alinea : « Het bedrag van de aanvullende vergoeding wordt bepaald op € 38,42 per maand voor de werklieden en werksters waarvan het SWT ingaat tijdens de periode van 1 januari 1987 tot 31 december 2014 voor zover zij voldoen aan de in het eerste lid gestelde voorwaarden”. 	<ul style="list-style-type: none"> • §2, 2ème alinéa: “Le montant de l'indemnité complémentaire est fixé à € 38,42 par mois pour les ouvriers et ouvrières dont le RCC débute entre le 1er janvier 1987 et le 31 décembre 2014 pour autant qu'ils remplissent les conditions posées au premier alinéa ».
<p>- In het artikel 22 van de statuten worden volgende wijzigingen aangebracht:</p>	<p>- A l'article 22 des statuts les modifications suivantes sont apportées:</p>
<ul style="list-style-type: none"> o 1ste alinea: « De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde werklieden en werksters van 50 jaar en meer, tewerkgesteld in een voltijdse of deeltijdse dienstbetrekking, die in de periode van 1 april 2001 tot 31 december 2014 ziek worden of zich op 1 april 2001 in een periode van uitkering bevinden zoals bepaald in artikel 21, § 3, en op voorwaarde dat ze ononderbroken ziek blijven tot de leeftijd van 57 jaar, hebben, na uitputting van hun recht zoals bepaald in artikel 21, vanaf de leeftijd van 57 jaar recht op de aanvullende vergoeding bepaald in artikel 20bis, § 1 of 20bis, § 2 en dit tot hun pensioenleeftijd, voor zover ze voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 21 § 1 en voor zover de ziekte ononderbroken verder duurt”. 	<ul style="list-style-type: none"> o 1er alinéa: “Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, § 1er et l'article 5bis, § 6, qui sont âgés d'au moins 50 ans, travaillant tant à temps plein qu'à temps partiel, et qui tombent malade entre le 1er avril 2001 et le 31 décembre 2014 ou qui se trouvent au 1er avril dans une période d'indemnité prévue à l'article 21, § 3 ont droit, après épuisement de leur droit prévu à l'article 21, à l'indemnité prévue à l'article 20bis, § 1 ou 20bis, § 2 à partir de l'âge de 57 ans jusqu'à l'âge de leur pension, pour autant qu'ils restent malades de manière ininterrompue jusqu'à l'âge de 57 ans et qu'ils remplissent les conditions fixées à l'article 21, § 1 ». <p style="text-align: center;">* 2001</p>
<p>- Na artikel 26 septies wordt volgend artikel 26 octies ingevoerd:</p>	<p>- Après l'article 26 septies un article 26 octies est inséré:</p>
<p>“Artikel 26 octies</p>	<p>“ Article 26 octies</p>

2

I. Sociaal sectoraal pensioenstelsel	I. Régime de pension sectoriel social
<p>Het fonds voor bestaanszekerheid stelt vanaf 1 april 2014 in zijn schoot een reservefonds in met trekkingsrecht voor het FBZ-bis, dat opgericht werd door collectieve arbeidsovereenkomst van 15 april 2013, geregistreerd onder het nummer 116824/CO/111 om als inrichter te fungeren van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.</p>	<p>Le fonds de sécurité d'existence instaure dans son sein un fonds de réserve avec droit de tirage pour le FSE-bis, qui a été créé par convention collective de travail du 15 avril 2013, avec numéro d'enregistrement 116824/CO/111, et qui a pour but de fonctionner comme organisateur du régime de pension sectoriel social.</p>
<p>Wanneer de dekkinggraad van het Pensioenfonds Metaal OFP onder de 100% daalt, zal het FBZ-bis dit trekkingsrecht kunnen uitoefenen, teneinde het tekort aan te vullen.</p>	<p>Lorsque le taux de couverture du Fonds de pension métal OFP descend en dessous des 100%, le FSE-bis pourrait appliquer son droit de tirage, afin de réduire le déficit.</p>
<p>Wanneer de dekkinggraad van het Pensioenfonds Metaal OFP boven de 120% stijgt, zal dit reservefonds worden afgebouwd.</p>	<p>Lorsque le taux de couverture du Fonds de pension métal OFP dépasse les 120%, ce fonds de réserve sera diminué progressivement.</p>
<p>Het college van de voorzitters bepaalt het bedrag dat in dit reservefonds zal worden opgenomen (dat tussen de 50 en 60 miljoen € zal bedragen) alsook de voorwaarden en de modaliteiten voor een eventuele afbouw van dit reservefonds.</p>	<p>Le collège des présidents détermine le montant qui sera destiné à ce fonds de réserve (qui se situera entre 50 et 60 millions €) ainsi que les conditions et les modalités d'une éventuelle réduction de ce fonds de réserve.</p>
<p>Dit bedrag zal voorbehouden worden voor investeringen in gerichte projecten in het kader van de ontwikkeling van de regionale en lokale economie.</p>	<p>Ce montant sera réservé à des investissements dans des projets ciblés dans le cadre du développement économique régional et local.</p>
<p>In geval er ondanks deze reserve toch nog een tekort zou zijn in het Pensioenfonds Metaal, zal de verantwoordelijkheid hiervoor 50/50 verdeeld worden tussen werkgevers en werknemers, volgens de afspraken te maken door het college van voorzitters."</p>	<p>Si malgré cette réserve, le Fonds de Pension Métal présente un déficit, la responsabilité de celui-ci sera partagée 50/50 entre employeurs et travailleurs, selon des règles à fixer par le collège des présidents. »</p>
<p>- De collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juli 2011 houdende de wijziging van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 december 2012 (Belgisch Staatsblad van 28 februari 2013), wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 31 december 2014.</p>	<p>- La convention collective de travail du 11 juillet 2011 portant sur la modification des statuts du Fonds de sécurité d'existence, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 5 décembre 2012 (Moniteur belge du 28 février 2013), est prorogée jusqu'au 31 décembre 2014 inclus aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales.</p>
<p>Daartoe zal een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst worden afgesloten.</p>	<p>A ce sujet une nouvelle convention collective de travail sera rédigée.</p>
<p>Art. 7. – Sectoraal pensioenfonds of alternatieve evenwaardige aanwending</p>	<p>Art. 7. – Fonds de pension sectoriel ou affectation alternative équivalente</p>
<p>§ 1. Verhoging van de bijdrage sectoraal</p>	<p>§ 1. Majoration de la cotisation pour le fonds</p>

pensioenfondsen met 0,1 %	de pension sectoriel de 0,1 %
<p>De bijdrage voor het aanvullend pensioen, zoals voorzien in artikel 14 §2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juli 2011, met registratienummer 105521/CO/111, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 mei 2013, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 18 juli 2013 houdende de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de metaalverwerkende nijverheid, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 november 2011, geregistreerd onder het nummer 107599/CO/111 en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 oktober 2013 geregistreerd onder het nummer 118265/CO/111, wordt vanaf 1 april 2014 voor onbepaalde duur verhoogd met 0,1%.</p>	<p>La cotisation pour la pension complémentaire, prévue à l'article 14 §2 de la convention collective de travail du 11 juillet 2011, enregistrée sous le numéro 105521/CO/111, ratifiée par arrêté royal du 8 mai 2013, publiée au Moniteur belge du 18 juillet 2013 portant les statuts du Fonds de sécurité d'existence pour les constructions métallique, mécanique et électrique, modifiée par la convention collective de travail du 21 novembre 2011, enregistrée sous le n°107599/CO/111 et par la convention collective de travail du 21 octobre 2013 enregistrée sous le numéro 118265/CO/111, est majorée de 0,1% pour une durée indéterminée à partir du 1er avril 2014.</p>
<p>Deze bijkomende bijdrage van 0,10% zal vanaf 1 april 2014 aangewend worden voor de financiering van het pensioenluis van het sectoraal aanvullend pensioen.</p>	<p>A partir du 1er avril 2014, cette cotisation complémentaire de 0,10% servira au financement du volet pension du régime de pension complémentaire sectorielle.</p>
<p>§2. Ondernemingen die vrijgesteld zijn van de betaling van de bijdrage aan het Fonds voor bestaanszekerheid bestemd voor het sectoraal aanvullend pensioen</p>	<p>§2. Entreprises ayant une dispense du paiement de la cotisation au Fonds de sécurité d'existence destinée au fonds de pension sectoriel.</p>
<p>De ondernemingen die overeenkomstig artikel 14, §2 van bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst houdende de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid, een vrijstelling hebben gekregen van de betaling van de bijdrage bestemd voor het aanvullend pensioen, moeten uiterlijk op 1 januari 2015, mits een collectieve arbeidsovereenkomst op ondernemingsvlak, voor onbepaalde duur de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen verder uitbreiden of voorzien in een alternatief, met een bedrag equivalent aan deze bijkomende bijdrage van 0,10%.</p>	<p>Conformément à l'article 14, §2 de la convention collective de travail susmentionnée relative aux statuts du Fonds de sécurité d'existence des constructions métallique, mécanique et électrique, les entreprises qui ont obtenu une dispense de paiement de la cotisation destinée à la pension complémentaire, devront au plus tard le 1er janvier 2015, moyennant une convention collective de travail au niveau de l'entreprise à durée indéterminée, étendre le financement des réglementations existantes de pension extralégale dans l'entreprise ou prévoir une alternative d'un montant équivalent à cette cotisation complémentaire de 0,10%</p>
<p>De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het pensioenreglement dienen voor 15 februari 2015 overgemaakt te worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid.</p>	<p>La convention collective de travail et la modification du règlement de pension devront être transmises au Fonds de sécurité d'existence avant le 15 février 2015.</p>
<p>§3. Recurrentie</p>	<p>§3. Récurrence</p>
<p>De bepalingen van dit artikel zijn van onbepaalde duur. Zij zijn geen voorafname van een eventueel volgend nationaal akkoord.</p>	<p>Les dispositions de cet article sont à durée indéterminée. Elles ne peuvent être imputées sur un éventuel prochain accord national.</p>
<p>§4. Uitbreiding van het solidariteitsluis</p>	<p>§4. Extension du volet de la solidarité</p>
<p>Partijen zullen een systeem van solidariteit in geval</p>	<p>Les parties élaboreront un régime de solidarité en</p>

van werkloosheid vanaf 60 jaar uitwerken, binnen de wettelijke mogelijkheden.	cas de chômage à partir de 60 ans, dans les limites des possibilités légales.
§5. Administratiekosten	§5. Frais d'administration
Het college van voorzitters van het Fonds voor Bestaanszekerheid zal het percentage van de administratiekosten (ten belope van maximum 3%) bepalen die op de bijdragen bestemd voor het sectoraal aanvullend pensioen ingehouden zullen worden, alsook de ingangsdatum van deze inhouding.	Le collège des présidents du Fonds de sécurité d'existence déterminera le pourcentage des frais d'administration (à concurrence de maximum 3%) devant être retenus sur les cotisations destinées à la pension extra-légale sectorielle, ainsi que de l'entrée en vigueur de cette retenue .
Art. 8. - Eindejaarspremie	Art. 8. – Prime de fin d'année
§1. Pro rata bij beëindiging om medische overmacht	§1. Prorata en cas de fin du contrat pour force majeure médicale
In artikel 6.3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 november 2011 inzake de eindejaarspremie, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23 april 2013 (Belgisch Staatsblad van 2 oktober 2013), wordt een vijfde gedachtenstreepje als volgt toegevoegd:	A l'article 6.3 de la convention collective de travail du 21 novembre 2011 relative à la prime de fin d'année, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 23 avril 2013 (Moniteur belge du 2 octobre 2013), un cinquième tiret est ajouté comme suit :
<i>" – in geval van beëindiging van de arbeidsovereenkomst wegens definitieve arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte of ongeval zoals bepaald in artikel 34 van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;"</i>	<i>" – en cas de fin du contrat de travail pour cause d'incapacité de travail définitive à la suite d'une maladie ou d'un accident tel que défini à l'article 34 de la Loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail;"</i>
§2. Gelijkstelling vaderschapsverlof	§2 Assimilation congé de paternité
In artikel 4., 4.1, derde gedachtenstreepje van bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst, wordt een zesde sterretje als volgt toegevoegd:	A l'article 4., 4.1, troisième tiret de la convention collective de travail susmentionnée, une sixième astérisque est ajoutée comme suit :
<i>" * met het normaal loon voor de afwezigheidsdagen naar aanleiding van de volledige periode van het vaderschapsverlof;"</i>	<i>" * avec le salaire normal pour les jours d'absence liés à la période complète du congé de paternité;"</i>
§3. Aanbeveling betreffende berekeningsbasis.	§3. Recommandation relative à la base de calcul.
De partijen bevelen aan dat voor de berekening van de eindejaarspremie, in artikel 4 van de bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst, het begrip "jaarlijks brutoloon" zo wordt gelezen dat alle uren gepresteerd in het kader van het koninklijk besluit van 11 januari 2001 betreffende verplaatsingstijd (Belgisch Staatsblad van 24 januari 2001) hierin opgenomen zijn.	Les parties recommandent que pour le calcul de la prime de fin d'année, le "salaire brut annuel", dont question à l'article 4 de la convention collective de travail susmentionnée, comprenne aussi toutes les heures prestées dans le cadre de l'arrêté royal du 11 janvier 2001 relatif au temps de déplacement (Moniteur Belge 24 janvier 2001).

HOOFDSTUK IV. - Werkzekerheid	CHAPITRE IV. – Sécurité d'emploi
Art. 9. – Werkzekerheidsclausule	Art. 9. – Clause de sécurité d'emploi
De bepalingen inzake de werkzekerheidsclausule zoals opgenomen in Hoofdstuk IV, artikel 10 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juli 2011 houdende het nationaal akkoord 2011-2012, worden verlengd tot en met 31 december 2014.	Les dispositions relatives à la clause de sécurité d'emploi reprises dans le Chapitre IV, article 10 de la convention collective de travail du 11 juillet 2011 concernant l'accord national 2011-2012, sont modifiées et prorogées jusqu'au 31 décembre 2014.
De bepalingen omvatten:	Les dispositions comprennent:
§ 1. Principe	§ 1. Principe
Voor de duur van dit akkoord zal in geen enkele onderneming overgegaan worden tot meervoudig ontslag vooraleer alle tewerkstellingsbehoudende maatregelen werden onderzocht en in de mate van het mogelijke toegepast.	Pour la durée de cet accord, aucune entreprise ne procédera au licenciement multiple, avant que toutes les mesures pour la sauvegarde de l'emploi ne soient analysées et appliquées dans la mesure du possible.
Deze maatregelen omvatten onder meer opleidingstrajecten, tijdelijke werkloosheid, arbeidsherverdeling en tijdskrediet.	Ces mesures comprennent entre autres les trajets de formation, le chômage temporaire, la redistribution du travail et le crédit-temps.
Naar aanleiding van dit onderzoek moet de werkgever een overzicht van het gevoerde investeringsbeleid in de voorbije 3 jaren voorleggen.	A propos de cette analyse, l'employeur doit présenter un aperçu de la politique d'investissement menée pendant les trois années écoulées.
§ 2. Procedure	§ 2. Procédure
Wanneer zich echter onvoorziene en/of financiële omstandigheden zouden voordoen waardoor bijvoorbeeld tijdelijke werkloosheid of andere equivalente maatregelen sociaal-economisch onhoudbaar worden, zal de volgende sectorale overlegprocedure worden nageleefd:	Toutefois, au cas où des circonstances économiques et/ou financières imprévisibles et imprévues rendraient par exemple le chômage temporaire ou d'autres mesures équivalentes intenables du point de vue économique et social, la procédure de concertation sectorielle suivante sera appliquée:
1. Als de werkgever voornemens heeft om over te gaan tot ontslag van meerdere werklieden en als dat als meervoudig ontslag kan worden beschouwd, dan licht hij voorafgaandelijk de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, de syndicale delegatie in.	1. Lorsque l'employeur a l'intention de licencier plusieurs ouvriers et lorsque ce licenciement peut être considéré comme un licenciement multiple, il doit en informer préalablement le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale.
In geval er geen ondernemingsraad of syndicale delegatie bestaat, licht hij voorafgaandelijk, schriftelijk en tegelijkertijd zowel de betrokken werklieden individueel in alsook de Voorzitter van het Nationaal Paritair Comité.	Lorsque l'entreprise ne compte ni conseil d'entreprise ni délégation syndicale, l'employeur doit avertir préalablement et individuellement les ouvriers concernés ainsi que le Président de la Commission paritaire nationale par écrit.
2. Binnen de vijftien kalenderdagen na de informatie aan de werkliedenverteenwoor-	2. Les parties doivent entamer, au niveau de l'entreprise, les discussions sur les mesures

digers dienen partijen op ondernemingsvlak de besprekingen te starten over de maatregelen die ter zake kunnen worden genomen.	à prendre en la matière dans les quinze jours civils qui suivent la communication aux représentants des ouvriers.
Indien dit overleg niet tot een oplossing leidt, dan wordt binnen de acht kalenderdagen na het vaststellen van een niet-akkoord op ondernemingsvlak, een beroep gedaan op het verzoeningsbureau op initiatief van de meest gereede partij.	Si cette concertation ne débouche pas sur une solution, il sera fait appel au bureau de conciliation dans les huit jours civils qui suivent la constatation de l'absence d'accord au niveau de l'entreprise et ce, à l'initiative de la partie la plus diligente.
3. In geval er geen ondernemingsraad of syndicale delegatie bestaat in de onderneming, kan, binnen de vijftien kalenderdagen na de informatie aan de werklieden en aan de Voorzitter van het Paritair Comité, dezelfde overlegprocedure worden ingeleid op initiatief van de vakbondsorganisaties die de werklieden vertegenwoordigen.	3. En l'absence de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale dans l'entreprise, cette même procédure de concertation peut être introduite dans les quinze jours civils suivant la communication aux ouvriers et au Président de la Commission paritaire, à l'initiative des organisations syndicales représentant les ouvriers.
§ 3. Sanctie	§ 3. Sanction
Bij niet-naleving van de procedure bepaald in §2, dient de in gebreke zijnde werkgever, naast de normale opzeggingstermijn, aan de betrokken arbeider een schadevergoeding te betalen die gelijk is aan het loon verschuldigd voor de genoemde opzeggingstermijn.	En cas de non-respect de la procédure prévue au §2, l'employeur en défaut est tenu de payer une indemnisation à l'ouvrier concerné en sus du délai de préavis normal. Cette indemnisation est égale au salaire dû pour le délai de préavis normal.
In geval van betwisting wordt op vraag van de meest gereede partij, een beroep gedaan op het verzoeningsbureau van de gewestelijke paritaire sectie.	En cas de litige, il sera fait appel au bureau de conciliation de la section paritaire régionale à la demande de la partie la plus diligente.
De afwezigheid van een werkgever op de in deze procedure voorziene bijeenkomst van het verzoeningsbureau wordt beschouwd als een niet-naleving van de bovenstaande procedure.	L'absence d'un employeur à la réunion du bureau de conciliation prévue par la présente procédure est considérée comme un non-respect de la procédure susmentionnée.
De werkgever kan zich hiervoor laten vertegenwoordigen door een bevoegde afgevaardigde behorende tot zijn onderneming.	L'employeur peut se faire représenter pour cela par un représentant compétent appartenant à son entreprise.
§ 4. Definitie	§ 4. Définition
In dit artikel wordt onder meervoudig ontslag verstaan: elk ontslag, met uitzondering van ontslag om dringende redenen, dat in de loop van een periode van zestig kalenderdagen een aantal werklieden treft dat tenminste 10% bedraagt van het gemiddeld werkliedenbestand van het kalenderjaar dat het ontslag voorafgaat, met een minimum van drie werklieden voor ondernemingen van minder dan dertig werklieden.	Dans le présent article, il est entendu par licenciement multiple tout licenciement, excepté le licenciement pour faute grave, affectant au cours d'une période de soixante jours civils un nombre d'ouvriers atteignant 10% au moins de la moyenne de l'effectif ouvrier au cours de l'année calendrier précédant le licenciement, avec un minimum de trois ouvriers pour les entreprises comptant moins de trente ouvriers.
Ook ontslagen ingevolge een sluiting vallen onder toepassing van deze definitie.	Les licenciements suite à une fermeture tombent également sous l'application de la présente

C

	définition.
HOOFDSTUK V. - Opleiding	CHAPITRE V. – Formation
Art. 10. – Bijdrage risicogroepen	Art. 10. – Cotisation groupes à risques
De bijdrage risicogroepen van 0,10% wordt verlengd tot en met 31 december 2014.	La cotisation pour les groupes à risques de 0,10% est prorogée jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.
Art.11. – Engagement opleidingsinspanningen	Art. 11. - Engagement en matière d'efforts de formation
De ondertekenende partijen onderschrijven de noodzaak van permanente vorming als middel tot verhoging van de competentie van de werklieden, en bijgevolg van de ondernemingen.	Les parties signataires reconnaissent la nécessité de la formation permanente comme moyen d'augmenter les compétences des ouvriers et donc de l'entreprise.
De ondertekenende partijen erkennen dat de opleidingsinspanningen een nationaal karakter hebben, weliswaar rekening houdend met de regionale opleidingsbehoeften.	Les parties signataires reconnaissent la nécessité que les efforts de formation doivent avoir une portée nationale avec la prise en compte des besoins régionaux .
Ondertekenende partijen bevestigen dat onderstaande bepalingen betreffende de opleidingsinspanningen overeenkomen met de verplichtingen vermeld in artikel 2 §1 van het Koninklijk Besluit van 11 oktober 2007, en geschreven zijn conform het artikel 2 §2 2 en 4° gedachtestreepje van hetzelfde besluit.	Les parties signataires confirment que les efforts de formation ci-dessous correspondent aux obligations visées à l'article 2 §1 de l'Arrêté Royal du 11 octobre 2007, et ont été rédigé conformément à l'article 2 §2 2° et 4° tirit de cet arrêté.
Deze doelstelling wordt als volgt bereikt: – Vanaf 1 april 2014 worden alle opleidingsinspanningen binnen de vzw Montage, gecentraliseerd. In dat kader zullen alle opleidingsbijdragen met name de 0,10% voor risicogroepen, de 0,12% permanente vorming en de 0,10% voor bijkomende opleidingsinspanningen aangewend worden. De Raad van Bestuur van de vzw Montage zal op korte termijn de invulling van deze middelen bespreken en vervolgens daaromtrent een communicatieplan opstellen voor de werknemers en werkgevers van de sector. – Het collectief opleidingsvolume à rato van 3 dagen per jaar en per tewerkgestelde voltijds equivalente arbeider wordt opgetrokken naar 3,5 dagen. – Een individueel opleidingsrecht van 2 werkdagen per 2 kalenderjaren toegekend aan alle arbeiders die tewerkgesteld zijn met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur of bepaalde duur of voor een bepaald werk.	Cet objectif est atteint comme suit : – A partir du 1er avril 2014, tous les efforts de formation seront centralisés au sein de l'asbl Montage. Dans ce cadre, toutes les cotisations de formation, à savoir le 0,10% pour les groupes à risque, le 0,12% pour la formation permanente et le 0,10% pour les efforts de formation complémentaire seront utilisées. Le Conseil d'administration de l'asbl Montage discutera à court terme de la finalisation de ces moyens et élaborera ensuite à ce sujet un plan de communication pour les travailleurs et employeurs du secteur. – Le volume de formation collectif à raison de 3 jours par an et par ouvrier équivalent temps plein occupé est porté à 3,5 jours. - Un droit de formation individuel de 2 jours ouvrables pour 2 années calendrier est octroyé à tous les ouvriers qui sont occupés sous un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée ou pour un travail déterminé.
In 2014 zal een bijzondere aandacht gaan naar	En 2014, une attention particulière sera accordée

de verbetering van de opleidingsinspanningen in de kleine ondernemingen.	à l'amélioration des efforts de formation dans les petites entreprises.
De opleidingsinspanningen zullen jaarlijks op ondernemingsvlak geëvalueerd worden door de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, door de syndicale delegatie. Tegelijkertijd zullen eveneens de vooruitzichten inzake beroepsopleiding besproken worden.	Chaque année, les efforts de formation seront soumis à une évaluation et les perspectives seront examinées au niveau de l'entreprise par le conseil d'entreprise ou, à défaut, par la délégation syndicale.
Deze evaluatie en bespreking gebeurt ter gelegenheid van de jaarlijkse inlichtingen, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972, houdende ordening van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden.	Cette évaluation et cet examen auront lieu à l'occasion de l'information annuelle, telle que visée par la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972, coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise conclus au sein du Conseil national du travail.
In de loop van het tweede kwartaal van het jaar 2015 zal een nationaal gecoördineerde enquête georganiseerd worden bij alle ondernemingen, inclusief deze zonder syndicale delegatie, om de realisatie van het engagement te meten.	Dans le courant du deuxième trimestre de l'an 2015, une enquête coordonnée au niveau national sera organisée auprès de toutes les entreprises, y compris celles n'ayant pas de délégation syndicale, afin d'évaluer la réalisation de cet engagement.
Ondernemingen die niet antwoorden op deze enquête kunnen geen beroep doen op de financiële tussenkomsten van de vzw Montage, volgens de modaliteiten vastgelegd door haar Raad van Bestuur.	Les entreprises ne répondant pas à l'enquête ne pourront pas faire appel aux interventions financières de l'asbl Montage, selon les modalités fixées par le Conseil d'Administration de ces instances.
De globale resultaten van de nationale enquête zullen aan het Paritair Comité worden voorgelegd.	Les résultats globaux de l'enquête nationale seront présentés à la Commission paritaire.
Art. 12. – Opleidingsplannen.	Art. 12. – Plans de formation
Bij het opstellen van de opleidingsplannen op ondernemingsvlak zal rekening worden gehouden met de individuele opleidingsbehoeften.	Lors de l'établissement des plans de formation au niveau de l'entreprise, il sera tenu compte des besoins individuels de formation.
Art. 13. – OpleidingsCV	Art. 13 – CV formation
De sociale partners wensen het opleidingsCV zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 maart 2008 betreffende het opleidingsCV (registratienummer 87938/CO/111) een extra stimulans te geven.	Les partenaires sociaux souhaitent d'encourager l'utilisation du CV formation tel que prévu par la convention collective de travail du 17 mars 2008 relative au CV formation (numéro d'enregistrement 87938/CO/111).
Hiertoe zal via de vzw Montage, een digitaal platform opgericht worden met het oog op de registratie van de door de werknemers gevolgde opleidingen.	Une plate-forme digitale via l'asbl Montage sera créée à cet effet dans le but d'enregistrer les formations suivies par les travailleurs.
Dit digitale platform zal aan de ondernemingen worden aangeboden, in de mate dat er op ondernemingsniveau nog geen gelijkaardige initiatieven bestaan.	Cette plate-forme digitale sera proposée aux entreprises dans la mesure où des initiatives similaires n'existent pas encore au niveau de l'entreprise.

<p>Een paritaire werkgroep bestaande uit de opleidingsexperten van de verschillende organisaties zal tegen het einde van 2014 concrete voorstellen formuleren met betrekking tot het digitaal platform en de verdere verbetering van het gebruik van het opleidingsCV.</p>	<p>Un groupe de travail paritaire constitué des experts en formation des différentes organisations formulera des propositions concrètes d'ici fin 2014 pour la plateforme digitale et l'optimisation de l'usage du CV formation.</p>
<p>De paritaire werkgroep zal aan het paritair comité in september 2014 een tussentijds verslag over de stand van de werkzaamheden geven.</p>	<p>Le groupe de travail paritaire fera un rapport intermédiaire à la commission paritaire en septembre 2014 pour faire le point sur ses travaux.</p>
<p>HOOFDSTUK VI. - Arbeidstijd en flexibiliteit</p>	<p>CHAPITRE VI. – Temps de travail et flexibilité</p>
<p>Art. 14. – Verhoging interne grens en uitbreiding van de periode tot opname van inhaalrust.</p>	<p>Art. 14. – Augmentation de la limite interne et l'extension de la période de prise de récupération du repos compensatoire.</p>
<p>§1. In uitvoering van artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 september 2013 tot vaststelling van de onderhandelingsprocedures voor het verhogen van de interne grens van de arbeidsduur die in de loop van een referentieperiode moet worden nageleefd, komen partijen overeen om de interne grens voorzien in artikel 26bis§1bis te verhogen tot 143 uren</p>	<p>§1. En exécution de l'article 2 de l'arrêté royal du 11 septembre 2013, déterminant les procédures de négociations pour augmenter la limite interne de la durée du travail à respecter dans le courant d'une période de référence les parties conviennent d'augmenter la limite interne, prévue dans l'article 26bis §1bis, jusqu'à 143 heures.</p>
<p>§2. Ingeval van toepassing van artikel 25 van de Arbeidswet van 16 maart 1971, wordt de periode van drie maanden waarbinnen de inhaalrust dient toegekend te worden, vastgesteld bij artikel 26bis, §3 van dezelfde wet, op twaalf maanden gebracht.</p>	<p>§2. En cas d'application de l'article 25 de la Loi du travail du 16 mars 1971, la période de trois mois dans laquelle le repos compensatoire doit être accordée, fixée à l'article 26bis §3 de la même loi, est portée à douze mois.</p>
<p>§3. Partijen vragen dat hiervoor gedurende de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014 een koninklijk besluit genomen zou worden gelijkaardig aan het koninklijk besluit van 30 november 2011 betreffende de zondagsrust en de arbeidsduur van sommige werklieden tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw met uitzondering van de ondernemingen welke tot de sector van de ondernemingen van metaalbewerking behoren.</p>	<p>§3. Les parties demandent que pour la période du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2014 un arrêté royal soit pris, similaire à l'arrêté royal du 30 novembre 2011 relatif au repos du dimanche et à la durée du travail de certains ouvriers occupés par les entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, à l'exception des entreprises appartenant au secteur des entreprises de fabrications métalliques.</p>
<p>Art. 15. – Artikel 20bis§4 en artikel 26bis§2bis van de arbeidswet van 16 maart 1971</p>	<p>Art. 15. – Article 20bis§4 et article 26 bis§2bis de la loi de travail du 16 mars 1971</p>
<p>§1. In een arbeidsregeling overeenkomstig artikel 20bis§4 van de arbeidswet van 16 maart 1971 en op voorwaarde dat er op ondernemingsvlak een collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten, kan het aantal uren dat over een jaar moet worden gepresteerd ten belope van 65 uren per</p>	<p>§1. Dans un régime de travail en application de l'article 20bis§4 de la loi de travail du 16 mars 1971 et à condition qu'au niveau de l'entreprise une convention collective de travail est conclue, le nombre d'heures de travail qui doit être presté pendant une période d'un an peut être dépassé à</p>

e

kalenderjaar worden overschreden in geval van toepassing van de artikelen 25 en 26, § 1, 3°.	concurrence de 65 heures par an calendrier, en cas d'application des articles 25 et 26, §1,3°.
Deze bepaling is geldig tot 31 december 2014.	Cette disposition est valable jusqu'au 31 décembre 2014.
§2. Overeenkomstig artikel 26bis§2bis van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt op vraag van de werknemer 91 uren per kalenderjaar, gepresteerd overeenkomstig artikel 25 of artikel 26, § 1, 3°, niet aangerekend bij de berekening van de gemiddelde arbeidsduur en niet in aanmerking genomen voor de naleving van de interne grens.	§2. En application de l'article 26bis§2bis de la loi du travail du 16 mars 1971, 91 heures par an calendrier prestées à la demande du travailleur en application de l'article 25 ou l'article 26, §1,3° ne sont pas pris en compte dans le calcul de la durée moyenne du travail et ne sont pas pris en compte pour le calcul de la limité interne.
De werknemer moet deze vraag gesteld hebben nog voor de betaalperiode gedurende welke de prestaties werden verricht, verlopen is.	Le travailleur doit en avoir fait la demande avant l'échéance de la période de paie au cours de laquelle ces prestations sont effectuées.
Deze bepaling is geldig tot 31 december 2014.	Cette disposition est valable jusqu'au 31 décembre 2014.
Art. 16. – Sectoraal model jaartijd	Art. 16. – Modèle sectoriel de temps annuel
Het sectoraal model jaartijd, zoals ingesteld door het nationaal akkoord 1997-1998 van 15 mei 1997 (registratienummer 45988/CO/111.03), en gewijzigd door het nationaal akkoord 1999-2000 van 17 mei 1999 (registratienummer 51132/CO/111) en verder verlengd door het nationaal akkoord 2001-2002 van 18 juni 2001 (registratienummer 57911/CO/111), door het nationaal akkoord 2003-2004 van 10 juni 2003 (registratienummer 67452/CO/111), door het nationaal akkoord 2005-2006 van 20 juni 2005 (registratienummer 81279/CO/111), door het nationaal akkoord 2007-2008 van 31 mei 2007 (registratienummer 83860/CO/111), door het nationaal akkoord 2009-2010 van 26 mei 2009 (registratienummer 96949/CO/111), door het nationaal akkoord 2011-2012 van 11 juli 2011 (registratienummer 108611/CO/111), wordt verlengd tot 31 december 2014, rekening houdende met de volgende wijzigingen:	Le modèle sectoriel de temps annuel, tel qu'instauré par l'accord national 1997-1998 du 15 mai 1997 (numéro d'enregistrement 45988/CO/111.03) et modifié par l'accord national 1999-2000 du 17 mai 1999 (numéro d'enregistrement 51132/CO/111) et prorogé à nouveau par l'accord national 2001-2002 du 18 juin 2001 (numéro d'enregistrement 57911/CO/111), par l'accord national 2003-2004 du 10 juin 2003 (numéro d'enregistrement 67452/CO/111) et par l'accord national 2005-2006 du 20 juin 2005 (numéro d'enregistrement 81279/CO/111), par l'accord national 2007-2008 du 31 mai 2007 (numéro d'enregistrement 83860/CO/111), par l'accord national 2009-2010 du 26 mai 2009 (numéro d'enregistrement 96949/CO/111) et par l'accord national 2011-2012 du 11 juillet 2011 (numéro d'enregistrement 108611/CO/111) est prorogé jusqu'au 31 décembre 2014, en tenant compte des modifications suivantes:
– punt 2, 1 ^{ste} alinea:	– point 2, 1 ^e alinéa:
<i>“Procédure op ondernemingsvlak: Indien de onderneming bovenstaand sectoraal model van jaartijd wenst toe te passen wordt het arbeidsreglement met de bepalingen inzake de jaartijd, automatisch aangepast. Deze aanpassing geldt tot uiterlijk 31 december 2014. Als dit sectoraal model niet verlengd wordt op sector- of op ondernemingsvlak, dan worden vanaf 1 januari 2015 automatisch de aangepaste bepalingen inzake jaartijd uit het arbeidsreglement</i>	<i>« Procédure au niveau de l'entreprise: Si l'entreprise souhaite appliquer le modèle sectoriel de temps annuel susmentionné, le règlement de travail contenant les dispositions concernant le temps annuel est automatiquement adapté. Cette adaptation est valable jusqu'au 31 décembre 2014 au plus tard. Si ce modèle sectoriel n'est pas prorogé au niveau sectoriel ou de l'entreprise, les dispositions adaptées concernant le temps annuel seront automatiquement</i>

d

<i>geschrappt.</i>	<i>supprimées du règlement de travail à partir du 1^{er} janvier 2015. »</i>
– punt 4:	– point 4:
<i>“Evaluatie: op het einde van het jaar 2014 wordt op nationaal vlak het verloop van de besprekingen op ondernemingsvlak geëvalueerd ter uitvoering van de bepalingen van dit punt.”</i>	<i>« Evaluation: à la fin de l’année 2014 le déroulement des discussions au niveau des entreprises est évalué au niveau national en exécution des dispositions de ce point. »</i>
HOOFDSTUK VI – Loopbaanplanning	CHAPITRE VI – Planification de carrière
Art. 17. – Sectoraal model loopbaanplanning	Art. 17. – Modèle sectoriel de planification de carrière
1. <u>Verlenging van de ondernemingsovereenkomsten met betrekking tot het SWT</u>	1. <u>Prorogation des conventions d’entreprise relatives à la RCC</u>
§ 1. Artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 2009 inzake het sectoraal model loopbaanplanning (registratienummer 96947/CO/111), wordt gewijzigd en verlengd tot en met 31 december 2014.	§ 1. L’article 6 de la convention collective de travail du 23 juin 2009 relative au modèle sectoriel de planification de carrière (numéro d’enregistrement 96947/CO/111), est modifié et prolongé jusqu’au 31 décembre 2014 inclus.
§ 2. Het nieuwe artikel 6 luidt als volgt:	§ 2. Le nouvel article 6 est rédigé comme suit:
<i>“Alle collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot het SWT die gesloten zijn op ondernemingsvlak en geregistreerd en neergelegd zijn bij de administratie van collectieve arbeidsbetrekkingen bij de Federale Overheidsdienst van Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg, met uitzondering van de collectieve arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur die betrekking hebben op tijdelijke herstructureringsoperaties, worden onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 31 december 2014, tenzij partijen op ondernemingsvlak beslist hebben, in het kader van de onderhandelingen over de uitbreiding van het sectoraal model loopbaanplanning, deze niet te verlengen.</i>	<i>“Toutes les conventions collectives de travail relatives au RCC qui ont été conclues au niveau de l’entreprise ainsi qu’enregistrées et déposées à l’administration des relations collectives du travail du Service public fédéral emploi, travail et concertation sociale, à l’exception des conventions collectives de travail à durée déterminée ayant trait à des opérations de restructuration temporaires, sont prorogées aux mêmes conditions et suivant les possibilités légales jusqu’au 31 décembre 2014 inclus, sauf si les parties ont décidé au niveau de l’entreprise, dans le cadre des négociations sur l’élargissement du modèle sectoriel de planification de carrière, de ne pas les prolonger. »</i>
2. <u>Verlenging van de bijkomende afwijking op het sectoraal model naar aanleiding van dreigend meervoudig ontslag.</u>	2. <u>Dérogation supplémentaire au modèle sectoriel à propos du licenciement multiple imminent.</u>
De afwijking van het sectoraal model loopbaanplanning naar aanleiding van een dreigend meervoudig ontslag, voorzien in artikel 7 §5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 2009 inzake het sectoraal model loopbaanplanning (registratienummer 96947/CO/111) wordt verlengd tot 31 december 2014.	La dérogation au modèle sectoriel de planification de carrière en cas de licenciement multiple imminent, comme prévu à l’article 7 §5 de la convention collective du travail du 23 juin 2009 relative au modèle sectoriel de planification de carrière (numéro d’enregistrement 96947/CO/111) est prorogée jusqu’au 31 décembre 2014 inclus.

<p>3. <u>Invoering van de mogelijkheid tot 1/5e loopbaanvermindering na 28 jaar loopbaan voor werknemers van 50 jaar en ouder.</u></p>	<p>4. <u>Introduction de la possibilité de réduire la carrière de 1/5^{ème} après 28 ans de carrière pour les travailleurs de 50 ans et plus.</u></p>
<p>In uitvoering van artikel 8 §3 van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen, hebben de werknemers van de sector van minstens 50 jaar en die een beroepsloopbaan van 28 jaar doorlopen hebben, recht op een vermindering van de arbeidsprestaties met 1/5.</p>	<p>En exécution de l'article 8 §3 de la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 relative à l'introduction d'un système de crédit-temps, diminution de carrière et fin de carrière, les travailleurs du secteur âgés de 50 ans au moins et ayant une carrière professionnelle de 28 ans, ont droit à une diminution de 1/5 des prestations.</p> <p><i>emploi de</i></p>
<p>Art. 18. – Verlenging akkoorden van de stelsels van werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT)</p>	<p>Art. 18. – Prorogation des accords de régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC)</p>
<p>§ 1. Alle collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot het SWT, gesloten op ondernemingsvlak, worden tot en met 31 december 2014 verlengd in het kader van het sectoraal model loopbaanplanning zoals bepaald in artikel 17, punt 1 van dit akkoord.</p>	<p>§ 1. Toutes les conventions collectives de travail relatives au RCC, conclues au niveau des entreprises, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2014 inclus dans le cadre du modèle sectoriel de planification de carrière comme défini à l'article 17, point 1 du présent accord.</p>
<p>§ 2. De collectieve arbeidsovereenkomst van 4 februari 1991 inzake SWT vanaf 57 jaar (registratienummer 26831/CO/111) wordt binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot 31 december 2014, doch beperkt tot de sociale gevallen die als dusdanig erkend worden door de werkgever.</p>	<p>§ 2. La convention collective de travail du 4 février 1991 relative à la RCC à partir de 57 ans (numéro d'enregistrement 26831/CO/111), est prorogée dans les limites légales jusqu'au 31 décembre 2014 et limité aux cas sociaux reconnus comme tels par l'employeur.</p>
<p>§ 3. Het SWT voor werklieden voorzien in artikel 23 van het nationaal akkoord 2001 – 2002 van 18 juni 2001 (registratienummer 57911/CO/111) met betrekking tot het SWT op 58 jaar, voor zover de arbeider in toepassing van de SWTreglementering het noodzakelijke beroepsverleden kan rechtvaardigen, wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 31 december 2014.</p>	<p>§ 3. La RCC pour ouvriers prévu à l'article 23 de l'accord national 2001 – 2002 du 18 juin 2011 (numéro d'enregistrement 57911/CO/111) relatif <i>au RCC</i> à 58 ans pour autant qu'en application de la réglementation en matière de RCC, l'ouvrier puisse justifier la carrière professionnelle nécessaire, est prorogé aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.</p>
<p>§ 4. De regeling zoals voorzien in artikel 24 van het nationaal akkoord 2001 – 2002 van 18 juni 2001 (registratienummer 57911/CO/111) met betrekking tot de verlaging van de SWTleeftijd tot 56 jaar, voor zover de arbeider in toepassing van de SWTreglementering 33 jaar beroepsverleden kan rechtvaardigen en 20 jaar gewerkt heeft in een nachtregeling zoals bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46, wordt onder</p>	<p>§ 4. La disposition prévue à l'article 24 de l'accord national 2001 – 2002 du 18 juin 2001 (numéro d'enregistrement 57911/CO/111), relatif à l'abaissement de l'âge de la RCC à 56 ans, pour autant qu'en application de la réglementation en matière de RCC, l'ouvrier puisse prouver une carrière professionnelle de 33 ans et ait travaillé pendant 20 ans dans un régime de travail de nuit, comme défini par la convention collective de travail n° 46, est prorogée aux mêmes conditions et dans</p>

B

B

dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd tot en met 31 december 2014.	les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.
§ 5. De regeling voorzien in artikel 36 van het nationaal akkoord 2007 – 2008 van 31 mei 2007 (registratienummer 83860/CO/111) met betrekking tot een SWTregeling op 56 jaar mits 40 jaar loopbaan, wordt onder dezelfde mogelijkheden verlengd tot en met 31 december 2014.	§ 5. La disposition prévue à l'article 36 de l'accord national 2007 – 2008 * (numéro d'enregistrement 83860/CO/111) relatif à un régime permettant de partir en RCC à 56 ans moyennant 40 ans de carrière, est prorogée aux mêmes conditions et dans les limites des possibilités légales jusqu'au 31 décembre 2014 inclus. <i>o du 31 mai 2007</i>
§ 6. Introductie van SWT zwaar beroep op 58 jaar na 35 jaar beroepsloopbaan.	§ 6. Introduction d'un régime RCC métier lourd à 58 ans après 35 ans de carrière professionnelle.
Voor zover de voorwaarden van artikel 3, § 3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage worden vervuld, wordt de regeling vervat in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974, tot invoering van een aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers die worden ontslagen, uitgebreid tot alle werklieden vanaf 58 jaar op wie onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing is, voor zover de werknemers en werkneemsters een beroepsverleden als loontrekkende van 35 jaar kunnen rechtvaardigen en gewerkt hebben in een zwaar beroep.	Pour autant que les conditions de l'article 3, § 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 relatif au régime de chômage avec complément d'entreprise sont remplies, la réglementation de la convention collective de travail n°17, conclue au Conseil national du Travail le 19 décembre 1974, introduisant une indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés se faisant licencier, s'étend à tous les ouvriers âgés de 58 ans relevant de la présente convention collective, pour autant que ces travailleurs (h/f) puissent attester d'une carrière professionnelle de 35 ans en tant que salariés et à condition d'avoir exercé un métier lourd.
Van deze 35 jaar moeten ofwel minstens 5 jaar een zwaar beroep behelzen gelegen in de laatste 10 kalenderjaren voor het einde van arbeidsovereenkomst, ofwel minstens 7 jaar een zwaar beroep behelzen gelegen in de laatste 15 kalenderjaren voor het einde van de arbeidsovereenkomst.	Pendant ces 35 ans, il faut avoir exercé un métier lourd pendant au moins 5 ans au cours des 10 dernières années calendrier avant la fin du contrat de travail, ou au moins 7 ans pendant les 15 dernières années calendrier précédant la fin du contrat de travail.
Voor de omschrijving van zwaar beroep wordt verwezen naar artikel 3, § 3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage.	Pour la définition de métier lourd, il est fait référence à l'article 3, § 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 relatif au règlement du régime de chômage avec complément d'entreprise.
Art. 19. – Werkgroep “werkbaar werk”.	Art. 19. – Groupe de travail « travail acceptable »
Om diverse redenen zullen werknemers in de toekomst langer moeten werken. Om dit zo goed mogelijk waar te maken zijn initiatieven nodig om het werk werkbaar te houden of te maken. Werkbaar werk of het duurzaam inzetten van medewerkers is een onderwerp dat bij de werkgevers en vakbonden de nodige aandacht verdient. Zij dienen samen te onderzoeken hoe in de nabije en verdere toekomst de werknemers – in het bijzonder de oudere werknemers – op een duurzame manier kunnen	Pour diverses raisons, les travailleurs devront rester actifs plus longtemps à l'avenir. Dans cette perspective, et pour préparer cela au mieux, des initiatives sont nécessaires en vue de maintenir ou rendre le travail acceptable. Le « travail acceptable », ou l'employabilité durable des collaborateurs, est un sujet qui mérite toute l'attention des employeurs et des syndicats. Ceux-ci doivent examiner ensemble la façon dont on pourra, dans un avenir proche et plus lointain, occuper les

<p>ingezet worden én tegelijk een goed functioneren van de ondernemingen kunnen verzekeren.</p>	<p>travailleurs – en particulier les plus âgés – de manière durable tout en assurant la continuité du bon fonctionnement des entreprises.</p>
<p>De sectorale sociale partners wensen de ondernemingen en hun vakbonden te ondersteunen in deze aanpak. In de plaats van een nieuw kader hiervoor te creëren of nieuwe verplichtingen op te leggen, zijn ze van oordeel dat dit het best kan gebeuren aan de hand van de bepalingen van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 104.</p>	<p>Les partenaires sociaux du secteur désirent soutenir les entreprises et leurs syndicats dans ce défi. Plutôt que de créer un nouveau cadre à cet effet ou d'imposer de nouvelles obligations, ils estiment que la meilleure voie à suivre est de se baser sur les dispositions de la convention collective de travail n° 104.</p>
<p>Op sectorvlak zal een paritaire werkgroep worden opgericht met de bedoeling het thema "werkbaar werk" verder richting en inhoud te geven in functie van de in de ondernemingen vastgestelde benchmark. Deze werkgroep heeft als concrete opdracht om een kader op te stellen met concrete suggesties en handvaten voor de ondernemingen voor de invulling van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 104.</p>	<p>Au niveau sectoriel, un groupe de travail paritaire sera mis sur pied afin d'orienter la question du « travail acceptable » et de lui donner un contenu en fonction du benchmark constaté dans les entreprises. Concrètement, ce groupe de travail a pour mission d'établir un cadre assorti de suggestions et repères concrets pour aider les entreprises à appliquer la convention collective de travail 104.</p>
<p>HOOFDSTUK VIII. – Paritaire aanbevelingen</p>	<p>CHAPITRE VIII. – Recommandations paritaires</p>
<p>Art. 20. – Logistieke faciliteiten voor de syndicale delegatie.</p>	<p>Art. 20. – Facilités logistiques pour la délégation syndicale.</p>
<p>Partijen bevelen aan om in de onderneming over te gaan tot het ter beschikking stellen van een aantal werkingsfaciliteiten voor de syndicale delegatie, met een bijzondere aandacht voor syndicaal afgevaardigden die zich voor hun syndicale taken moeten verplaatsen naar werven. De werkingsfaciliteiten omvatten naast het ter beschikking stellen van een lokaal onder meer ook communicatiemiddelen zoals GSM, computer met internetverbinding,...</p>	<p>Les parties recommandent la mise à disposition dans l'entreprise d'une série de facilités de fonctionnement pour la délégation syndicale, avec une attention particulière pour les délégués syndicaux devant se déplacer vers des chantiers pour leurs missions syndicales. Outre la mise à disposition d'un local, les facilités de fonctionnement impliquent entre autres également des moyens de communication tels que GSM, ordinateur avec accès internet,...</p>
<p>Wanneer het niet volgen van deze aanbeveling zou leiden tot het belemmeren van de werking van de syndicale afvaardiging, dan engageren de sociale partners er zich toe om dit via de geëigende wegen te bespreken binnen het Paritair comité en te zoeken naar oplossingen.</p>	<p>Au cas où le non-respect de la recommandation entraverait le fonctionnement de la délégation syndicale, les partenaires sociaux s'engagent à en discuter via les voies appropriées au sein de la CP et à chercher des solutions.</p>
<p>HOOFDSTUK IX. – Onderaanneming</p>	<p>CHAPITRE IX. – Sous-traitance</p>
<p>Art. 21.</p>	<p>Art. 21.</p>
<p>Partijen richten een paritaire werkgroep op rond het thema onderaanneming met het oog op een bespreking van de problematiek van deloyale concurrentie en sociale dumping, in samenspraak met de werkgroep rond onderaanneming binnen de paritaire sectie 111.01-02.</p>	<p>Les parties créent un groupe de travail paritaire sur le thème de la sous-traitance dans le but de discuter de la problématique de la concurrence déloyale et du dumping social, en concertation avec le groupe de travail concernant la sous-traitance au sein de la section paritaire 111.01-</p>

6

	02.
HOOFDSTUK X. – Technische aanpassingen	CHAPITRE X. – Adaptations techniques
Art. 22. – Gelijikstelling ecocheques	Art. 22. – Assimilation éco-chèques
Aan artikel 6, §2 van het nationaal akkoord 2009-2010 (registratienummer 96949/CO/111) waar de prestaties en gelijkstellingen in het kader van de toekenning van de ecocheques worden opgesomd, wordt de volgende gelijkstelling toegevoegd:	A l'article 6, §2 de l'accord national 2009-2010 (numéro d'enregistrement 96949/CO/111) où les prestations et les assimilations portant sur l'attribution des éco-chèques sont énumérées, on ajoute l'assimilation suivante :
- <i>"de volledige periode vaderschapsverlof"</i>	- <i>"la période complète de congé de paternité"</i>
Er zal een gecoördineerde collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot ecocheques opgesteld worden."	Une convention collective de travail de coordination sera rédigée en matière d'éco-chèques. »
HOOFDSTUK XI. – Sociale vrede	CHAPITRE XI. – Paix sociale
Art. 23.	Art. 23.
De sociale vrede zal verzekerd zijn in de sector tijdens de duurtijd van onderhavige overeenkomst.	La paix sociale sera assurée dans le secteur pendant la durée de la présente convention collective de travail.
Bijgevolg zal op provinciaal, gewestelijk of op ondernemingsvlak geen enkele eis van algemene of collectieve aard gesteld of ondersteund worden die van aard zou zijn de verbintenissen van de ondernemingen voorzien in deze overeenkomst uit te breiden.	Par conséquent, aucune revendication à caractère général ou collectif, qui serait de nature à étendre les engagements des entreprises prévus par la présente convention collective de travail, ne sera introduite ou soutenue au niveau provincial, régional ou des entreprises.
Onderhavige overeenkomst werd gesloten in een geest van wederzijdse rechten en verplichtingen.	La présente convention a été conclue dans un esprit de droits et d'obligations réciproques.
Bijgevolg is de naleving van de verplichtingen van elk van de partijen afhankelijk van de eerbiediging door de andere ondertekenaars van hun verplichtingen.	Par conséquent, le respect des obligations par chacune des parties dépend du respect des obligations par les autres signataires.
Partijen herbevestigen de conventionele bepalingen geldig in de sector wat de procedures betreft en meer bepaald artikel 2 van de verzoeningsprocedure zoals vastgelegd in het Paritair Comité op 13 januari 1965.	Les parties confirment les dispositions conventionnelles d'application dans le secteur en ce qui concerne les procédures et plus particulièrement l'article 2 de la procédure de conciliation telle que fixée par la Commission paritaire au 13 janvier 1965.
Partijen herbevestigen eveneens voor de duur van onderhavig akkoord de bijkomende spoedprocedure die door het nationaal akkoord 1989-1990 ingevoerd werd.	Les parties confirment également, pour la durée du présent accord, la procédure d'urgence complémentaire introduite par l'accord national 1989-1990.

HOOFDSTUK XII. - Duur	CHAPITRE XII. – Durée
Art. 24.	Art. 24.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur, gaande van 1 januari 2014 tot 31 december 2014, behoudens waar anders vermeld en met uitzondering van de bepalingen vermeld in volgende artikels: artikel 4, 5, 7, 8, 11,12,13 en 22 worden voor onbepaalde duur afgesloten.	La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée qui s'étend du 1 ^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, sauf stipulation contraire et à l'exception des dispositions figurant dans les articles suivants: article 4, 5, 7,8, 11, 12,13 et 22, qui sont conclues pour une durée indéterminée.
De bepalingen van onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Nationaal Paritair Comité en waarvoor een opzegtermijn van 6 maanden geldt.	Les dispositions à durée indéterminée peuvent être dénoncées moyennant l'envoi d'une lettre recommandée au Président de la Commission paritaire nationale et en respectant un délai de préavis de 6 mois.

d

<p>PARITAIR COMITÉ 111. METAAL- MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW – SECTIE MONEERDERS 111.03</p>	<p>COMMISSION PARITAIRE 111. CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE – SECTION MONTEURS 111.03</p>
<p>BIJLAGE AAN HET NATIONAAL AKKOORD 2013-2014</p>	<p>ANNEXE A L'ACCORD NATIONAL 2013-2014</p>
<p>PREMIES VLAAMS GEWEST</p>	<p>PRIMES DE LA REGION FLAMANDE</p>
<p>De ondertekenende partijen verklaren dat de arbeiders ressorterend onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw en die inzake domicile en tewerkstelling voldoen aan de omschrijving van het Vlaamse gewest gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies van kracht in het Vlaamse gewest namelijk:</p>	<p>Les parties signataires déclarent que les ouvriers ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique et qui remplissent les conditions de domicile et d'emploi prescrites par la Région flamande, peuvent faire appel aux primes d'encouragement en vigueur dans la Région flamande, à savoir:</p>
<p>1. Zorgkrediet 2. opleidingskrediet 3. ondernemingen in moeilijkheden of herstructurerings</p>	<p>1. crédit-soins 2. crédit-formation 3. entreprises en difficulté ou en restructuration</p>

Lijst ondernemingen met SWTakkorden / Liste des entreprises avec accords RCC

<u>Ondernemingsnummer /</u>	<u>Naam / Nom</u>	<u>Datum begin /</u>	<u>Datum einde /</u>
<u>Numéro d'entreprise</u>		<u>date début</u>	<u>date fin</u>
0401.713.127	MONTACENTRE SA	01/01/2011	31/12/2014
0417.289.347	BILFINGER ROB NV	01/01/1985	31/12/2014
0431.086.707	MULTI MONTAGE SPRL	01/01/1987	31/12/2014

**COMMISSION PARITAIRE 111 POUR LES OUVRIERS DES CONSTRUCTIONS
METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE – Section Monteurs 111.03**

**ACTE D'ADHESION POUR UNE AFFECTATION ALTERNATIVE DES ECO-CHEQUES
DE € 250**

(Exécution de l'article 4, §3 de l'Accord National 2013-2014 du 17 mars 2014)

*Cette acte d'adhésion n'est valable que pour les entreprises ressortissant de la CP 111 pour les ouvriers des constructions métallique, mécanique et électrique – section monteurs **SANS** délégation syndicale pour les ouvriers.*

A renvoyer **par recommandé** à Monsieur Michel Preud'homme, Président de la CP 111, Direction Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, rue E. Blérot 1 à 1070 Bruxelles **avant le 1 juillet 2014.**

Numéro d'identification (n° BCE) de l'entreprise:

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Représentée par le soussigné (nom, prénom et qualité) :

(une des deux options ci-dessous)

- 0 Transformera **pour une durée indéterminée et à partir du 1er octobre 2013** le montant des éco-chèques de € 250, payables à partir du 1er octobre 2014 (avec période de référence du 1 octobre 2013 au 30 septembre 2014), dans une des affectations alternatives ci-dessous (cocher ce qui est d'application) :
- 0 Octroiera les éco-chèques au 1er octobre 2014, mais les transformera dès le début de la nouvelle période de référence du 1er octobre 2014 jusqu'au 30 septembre 2015 dans une des affectations alternatives ci-dessous (cocher ce qui est d'application) **pour une durée indéterminée et à partir du 1er octobre 2014:**

CHOIX DE TRANSFORMATION (une des 3 options):

- o Introduction ou amélioration d'un système existant d'assurance hospitalisation collectif pour un montant de € 250 (y compris tous les frais et charges patronales)
- o Introduction ou amélioration d'un système de pension extralégale au niveau de l'entreprise pour un montant de € 250 (y compris tous les frais et charges patronales);
- o Une augmentation des salaires horaires bruts des ouvriers de € 0,0875 (dans un régime de travail de 38 heures/semaines pour un ouvrier à temps plein).

Date,

Signature employeur,

**PARITAIR COMITE 111 VOOR DE ARBEIDERS VAN DE METAAL-, MACHINE EN
ELEKTRISCHE BOUW – Sectie Monteerders 111.03**

**TOETREDINGSAKTE VOOR EEN ALTERNATIEVE BESTEDING VAN DE ECOCHEQUES
VAN € 250**

(Uitvoering van artikel 4, §3 van het Nationaal Akkoord 2013-2014 van 17 maart 2014)

*Deze toetredingsakte is uitsluitend geldig voor ondernemingen behorend tot het PC 111 voor de arbeiders van de metaal- machine en elektrische bouw – sectie monteerders **ZONDER** vakbondsafvaardiging voor arbeiders.*

Aangetekend terug te sturen **voor 1 juli 2014** aan de heer Michel Preud'homme, Voorzitter van het PC 111, directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Ernest Blérotstraat 1 te 1070 Brussel.

Identificatienummer (KBO-nummer) van de onderneming:

Naam van de onderneming:

Adres:

Vertegenwoordigd door ondergetekende (naam, voornaam en bevoegdheid):

(één van beide opties)

- 0 Zal de ecocheque van €250 die vanaf 1 oktober 2014 (met referentieperiode 1 oktober 2013 tot en met 30 september 2014) zou moeten betaald worden, omzetten in volgende alternatieve besteding en dit **voor onbepaalde duur vanaf 1 oktober 2013** (aankruisen wat van toepassing is):
- 0 Kent de ecocheques toe in oktober 2014 maar zet vanaf de aanvang van de nieuwe referentieperiode van 1 oktober 2014 tot en met 30 september 2015 de toekenning van de ecocheques om in volgende alternatieve besteding en dit **voor onbepaalde duur vanaf 1 oktober 2014** (aankruisen wat van toepassing is):

KEUZE VAN OMZETTING (één van de drie opties)

- o Invoering of verbetering van een bestaande polis collectieve hospitalisatieverzekering ten belope van € 250 (kosten en werkgeverslasten inbegrepen)
- o Invoering of verbetering van een bestaand aanvullend pensioenplan op ondernemingsvlak ten belope van € 250 (kosten en werkgeverslasten inbegrepen)
- o De verhoging van de bruto uurlonen van de arbeiders ten belope van € 0,0875 (in een 38-urige werkweek voor een voltijdse arbeider)

Datum,

Handtekening,